



Avril 2016

Synthèse des résultats de la consultation

Ordonnance d'exécution relative à la loi sur la nationalité révisée

Condensé

Le Parlement a approuvé la nouvelle loi sur la nationalité en juin 2014. Le Conseil fédéral a chargé le DFJP, en août 2015, de mettre en consultation le texte de l'ordonnance d'exécution de la nouvelle loi. La consultation a duré jusqu'au 19 novembre 2015. 61 avis ont été exprimés.

L'avant-projet d'ordonnance a été bien accueilli dans l'ensemble. Les cantons l'ont majoritairement approuvé et apprécient tout particulièrement l'harmonisation des conditions de naturalisation à l'échelle nationale. Ils demandent cependant que certaines dispositions soient modifiées. La plupart des réserves exprimées touchent la concrétisation des critères d'intégration : les cantons se montrent sceptiques quant à l'applicabilité de la notion juridique indéterminée de sécurité et ordre publics. La signature d'une déclaration de loyauté, les exigences linguistiques, la participation à la vie économique et les conditions de la dérogation aux critères d'intégration ont aussi fait l'objet de remarques. Quelques cantons redoutent que la pesée des intérêts dans le cas d'espèce ne demande beaucoup de travail et s'attendent à un surcroît de tâches administratives non négligeable. Quant à la date d'entrée en vigueur envisagée – au printemps 2017 – 8 cantons y sont expressément opposés.

Une petite majorité des partis politiques qui se sont exprimés approuvent l'avant-projet, de même que les associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne. Pour les autres milieux intéressés, un tiers environ donne un avis positif, un tiers s'avère sceptique et un tiers rejette le texte en bloc. Outre des réserves de principe concernant la concrétisation de l'ordonnance, les objections portent sur la conformité au principe de proportionnalité et sur la sécurité du droit dans la procédure de naturalisation. En outre, certains préconisent des dispositions qui restreignent le pouvoir d'appréciation des autorités et réclament que la procédure de naturalisation soit transparente, professionnelle et dénuée de tout arbitraire.

Table des matières

1	Liste des destinataires de la consultation	4
2	Contexte.....	6
3	Déroulement de la procédure de consultation.....	6
4	Les résultats sous forme de tableau	7
5	Date de l'entrée en vigueur de la révision totale de la LN	9
6	L'essentiel des avis.....	10
7	Avis concernant les différentes dispositions	12
	Art. 1 OLN.....	12
	Art. 2 OLN.....	12
	Art. 3 OLN.....	14
	Art. 4 OLN.....	15
	Art. 5 OLN.....	19
	Art. 6 OLN.....	21
	Art. 7 OLN.....	23
	Art. 8 OLN.....	26
	Art. 9 OLN.....	27
	Art. 10 OLN.....	29
	Art. 11 OLN.....	30
	Art. 12 OLN.....	31
	Art. 13 OLN.....	32
	Art. 14 OLN.....	33
	Art. 15 OLN.....	34
	Art. 16 OLN.....	35
	Art. 17 OLN.....	36
	Art. 18 OLN.....	37
	Art. 19 OLN.....	38
	Art. 20 OLN.....	39
	Art. 21 OLN.....	40
	Art. 22 OLN.....	40
	Art. 23 OLN.....	41
	Art. 24 OLN.....	42
	Art. 25 OLN.....	42
	Art. 26 OLN.....	44
	Art. 27 OLN.....	44
	Art. 28 OLN.....	45
	Art. 29 OLN.....	46

1 Liste des destinataires de la consultation

Cantons

AG	Kanton Aargau, Regierungsrat
AI	Kanton Appenzell Innerrhoden, Landammann und Standeskommission
AR	Kanton Appenzell Ausserrhoden, Regierungsrat
BE	Kanton Bern, Regierungsrat
BL	Kanton Basel-Landschaft, Regierungsrat
BS	Kanton Basel-Stadt, Regierungsrat
FR	Etat de Fribourg, Conseil d'Etat
GE	République et Canton de Genève, Conseil d'Etat
GL	Kanton Glarus, Regierungsrat
GR	Kanton Graubünden, Regierungsrat
JU	République et Canton du Jura, Gouvernement
LU	Kanton Luzern, Justiz- und Sicherheitsdepartement
NE	République et Canton de Neuchâtel, Conseil d'Etat
NW	Kanton Nidwalden, Landammann und Regierungsrat
OW	Kanton Obwalden, Regierungsrat
SG	Kanton St. Gallen, Regierung des Kantons St.Gallen
SH	Kanton Schaffhausen, Regierungsrat
SO	Kanton Solothurn, Regierungsrat
SZ	Kanton Schwyz, Regierungsrat
TG	Kanton Thurgau, Regierungsrat
TI	Repubblica e Cantone Ticino, il Consiglio di Stato
UR	Kanton Uri, Landammann und Regierungsrat
VD	Canton de Vaud, Conseil d'Etat
VS	Canton du Valais, Conseil d'Etat
ZG	Kanton Zug, Regierungsrat
ZH	Kanton Zürich, Regierungsrat

Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale

CVP/PDC/PPD	Parti démocrate-chrétien
EVP/PEV/PEV	Parti évangélique
FDP/PLR/PLR	PLR. Les libéraux-radicaux
GPS/PES/PES	Parti écologiste suisse
SVPI/UDC/UDC	Union démocratique du centre

Organisations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne œuvrant au niveau national

SGV/ACS/ACS	Association des communes suisses
SSV/UVS/UCS	Union des villes suisses

Organisations faitières de l'économie œuvrant au niveau national

SGV/USAM/USAM Union suisse des arts et métiers
Travail.Suisse

Autres milieux intéressés

ASO/OSE/OSE Organisation des Suisses de l'étranger
Binational Réseau des agences de consultation pour les couples et les familles binationaux en Suisse
CP Centre Patronal
EKM/CFM/CFM Commission fédérale des migrations
HEKS/EPER/ACES Entraide protestante suisse
Pink Cross Association suisse des gais
SFH/OSAR/OSAR Organisation suisse d'aide aux réfugiés
SRK/CRS/CRS Croix rouge suisse
UNHCR Bureau du HCR pour la Suisse et le Liechtenstein
VKM/ASM/ASM Association des services cantonaux de migration

Ont renoncé à se prononcer

KKJPD/CCDJP/CDDGP Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
Union patronale suisse
SP/PS/PS Parti socialiste suisse
SVZ/ASOEC/ASUSC Association suisse des officiers de l'état civil

Avis d'organisations non invitées à se prononcer

AvenirSocial
C9FBA Collectif genevois pour la formation de base des adultes
camarada Centre d'accueil et de formation pour femmes migrantes
cerebral
CSP L'Association suisse des Centres sociaux protestants
DVLS/FSLE/FSLS Fédération suisse Lire et Ecrire
FER Fédération des Entreprises Romandes
humanrights
Integration Handicap
JSVP/JUDC/GUDC Jeunes UDC
Operation Libero
Sans-Papiers
SGB/USS/USS Union syndicale suisse
SKOS/CSIAS/CSIAS Conférence suisse des institutions d'action sociale
SVBK/FSBC/FSP Fédération suisse des bourgeoisies et corporations
Unia

2 Contexte

Le 20 juin 2014, le Parlement a approuvé la nouvelle loi sur la nationalité (LN)¹. Le Conseil fédéral avait annoncé, dans le message du 4 mars 2011 afférent², qu'il élaborerait une ordonnance d'exécution de cette loi. Le seul acte d'exécution actuel de la LN est l'ordonnance du 23 novembre 2005 sur les émoluments perçus en application de la loi sur la nationalité (OE-LN)³.

Une consultation a été menée du 19 août au 19 novembre 2015 sur le projet d'ordonnance d'exécution de la loi sur la nationalité.

3 Déroulement de la procédure de consultation

Le Conseil fédéral a invité 77 organismes à se prononcer : les gouvernements des 26 cantons, la Conférence des gouvernements cantonaux, 12 partis politiques, 3 associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne, 8 associations faîtières de l'économie et 27 autres organismes intéressés.

Il a reçu 61 avis en retour. Les 26 cantons, 5 partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale (PDC, PEV, PLR, PES et UDC), 2 associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne, 2 associations faîtières de l'économie et 10 autres organismes ont pris position. Seize réponses d'organismes non invités à se prononcer ont été envoyées. Le PS et 3 organisations ont renoncé à prendre position.

La présente synthèse expose, pour chaque disposition, si son accueil a été positif, négatif ou mitigé. Les dispositions non commentées sont à considérer comme approuvées⁴.

La première partie de la synthèse donne une image d'ensemble des résultats de la consultation. La deuxième partie présente les avis des cantons concernant la date d'entrée en vigueur de la loi sur la nationalité. Suit enfin la description de l'essentiel des avis sur chaque disposition.

¹ FF 2014 5001

² FF 2011 2639

³ RS 141.21

⁴ Il est à noter qu'Operation Libero a rejeté le projet dans sa totalité, mais sans commenter aucun article spécifiquement ; nous n'en faisons donc pas mention dans le détail.

4 Les résultats sous forme de tableau

Cantons

	positif	négatif	mitigé	réserves
AG	(x)			art. 4, 6, 7, 12, 13, 20, 25 et 31
AI	(x)			aucune
AR	(x)			art. 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 12
BE	(x)			art. 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 17, 18, 25, 27 et 28
BL	(x)			art. 4, 5, 6, 7 et 9
BS	(x)			art. 4, 6, 7, 9 et 17
FR			(x)	art. 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 17, 18, 19 et 20
GE	(x)			art. 4, 5, 6, 8, 16 et 21
GL	(x)			art. 9
GR	(x)			art. 5, 6, 16 et 25
JU	(x)			art. 6, 8, 13, 18 et 25
LU	(x)			art. 2, 4, 5, 6, 12, 18 et 22
NE			(x)	art. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 12 et 22
NW	(x)			art. 6
OW	(x)			art. 7, 9 et 11
SG	(x)			art. 4, 6, 7, 12, 13 et 25
SH	(x)			art. 5, 6 et 12
SO	(x)			art. 7
SZ	(x)			aucune
TG	(x)			art. 4 et 20
TI	(x)			art. 4, 6, 9, 13, 16, 17 et 22
UR	(x)			art. 7
VD			(x)	art. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 16 et 22
VS	(x)			art. 6, 7, 9, 17, 18, 22 et 25
ZG	(x)			art. 2, 5, 6, 7, 9, 20 et 25
ZH			(x)	art. 4, 5, 9 et 22

Partis

	positif	négatif	mitigé	réserves
PDC	(x)			art. 4
EVP	(x)			aucune
PLR	(x)			art. 2, 6, 7 et 8
PES		(x)		art. 4, 5, 6, 7, 12, 14, 15, 16 et 19
JUDC	(x)			art. 4, 5, 6, 7, 9, 10 et 11
UDC		(x)		art. 2, 4, 6, 7 et 11

Organisations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne

	positif	négatif	mitigé	réserves
ACS	(x)			art. 22
UVS	(x)			art. 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 17, 22 et 25

Organisations faîtières de l'économie

	positif	négatif	mitigé	réserves
USAM	(x)			aucune
Travail.Suisse			(x)	art. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 14, 15, 20, 25 et 28

Autres milieux intéressés

	positif	négatif	mitigé	réerves
OSE	(x)			art. 6, 11 et 19
C9FBA	(x)			art. 6 et 9
cerebral	(x)			art. 6 et 7
CP	(x)			art. 6, 7 et 25
FER	(x)			art. 6
Integration Handicap	(x)			art. 2, 4 et 5
FSBC	(x)			aucune
ASM	(x)			art. 2, 3, 4, 5, 6, 10, 17, 18, 25, 27 et 28
AvenirSocial		(x)		art. 2, 3, 4, 7, 9 et 25
Binational		(x)		art. 2, 5, 6, 7, 8, 9, 18, 19 et 25
CFM		(x)		art. 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 16 et 19
EPER		(x)		art. 5, 7, 8 et 9
Operation Libero		(x)		art. 2, 5, 6 et 7
Sans-Papiers		(x)		art. 2, 4, 5, 6, 7, 8 et 9
OSAR		(x)		art. 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 14, 15, 16 et 25
USS		(x)		art. 2, 4, 7, 8, 9 et 16
Unia		(x)		art. 2, 4, 5, 6, 7, 8 et 9
camarada			(x)	art. 2, 6, 7 et 9
CSP			(x)	art. 5, 6, 7, 9, 13 et 25
FSLE			(x)	art. 6 et 9
humanrights			(x)	art. 2, 4, 5 et 7
Pink Cross			(x)	art. 2 et 11
CSIAS			(x)	art. 4, 7 et 9
CRS			(x)	art. 2, 7 et 9
UNHCR			(x)	art. 9, 11 et 25

5 Date de l'entrée en vigueur de la révision totale de la LN

La révision totale de la loi sur la nationalité entraîne certaines adaptations juridiques et organisationnelles au niveau cantonal. Vu les travaux de mise en œuvre nécessaires, l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et de son ordonnance d'exécution est prévue pour le printemps 2017.

Les cantons se sont prononcés comme suit sur ce point.

Dans 12 d'entre eux (AG, BE, GR, NE, NW, OW, SG, SH, TG, VD, ZG, ZH), la concrétisation de la nouvelle loi et de la nouvelle ordonnance sur la nationalité requiert une adaptation (parfois mineure, parfois importante) du droit cantonal. Dans 3 autres (AR, LU, SZ), aucune mesure législative ne s'impose dans l'immédiat.

- 2 cantons (AG, TG) demandent un délai de 2 ans au moins à partir de l'adoption de la nouvelle loi et des dispositions d'exécution.
- 2 cantons (BE, OW) souhaitent une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.
- 1 canton (VD) souhaite une entrée en vigueur en automne 2017 ou au début de 2018.
- Pour 3 cantons (GR, LU, NW), aucune date antérieure à l'été 2017 n'entre en ligne de compte.
- Pour 7 cantons (AI, AR, BS, SG, SH, SO, UR), une entrée en vigueur au printemps 2017 serait possible.
- 9 cantons (BL, FR, GE, GL, NE, JU, SZ, TI, VS) n'ont fait aucune remarque au sujet de la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

ZG doute que l'entrée en vigueur puisse avoir lieu au printemps 2017. Le canton de ZH fait dépendre la date possible de la mesure dans laquelle la Confédération tiendra compte de son avis.

Au total, 8 cantons (AG, BE, GR, LU, NW, OW, TG, VD) sont expressément opposés à une entrée en vigueur au printemps 2017.

6 L'essentiel des avis

Dans l'ensemble, on peut considérer qu'une majorité des participants à la consultation (37/61) approuvent l'ordonnance d'exécution de la nouvelle loi sur la nationalité.

Une nette majorité des cantons approuve l'avant-projet, et notamment l'idée d'harmoniser à l'échelle de la Suisse les conditions de la naturalisation afin d'assurer une exécution uniforme des naturalisations. Quelques cantons ont cependant émis des critiques, craignant que le nouvel acte n'occasionne un surcroît de travail et ne présente des difficultés d'application. Au total, 8 cantons se sont déclarés hostiles à une entrée en vigueur de la nouvelle loi et de l'ordonnance au printemps 2017, date envisagée par le Conseil fédéral en raison des travaux nécessaires pour la mise en œuvre.

Parmi les partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale qui ont répondu durant la consultation, l'UDC et le PES rejettent l'avant-projet : l'UDC parce qu'il estime qu'il contrevient à la volonté du Parlement, exprimée lors des délibérations ; le PES parce qu'il craint des décisions arbitraires dans la procédure de naturalisation, étant donné le grand nombre de notions juridiques indéterminées que comporte l'acte.

L'avant-projet a reçu le soutien des associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne. Parmi les organisations faîtières de l'économie, l'USAM approuve le projet. Par contre, Travail.Suisse craint qu'il ne tienne pas suffisamment compte du principe de proportionnalité ni du principe de non-discrimination. Pour la CFM, on a raté l'occasion d'engager un changement de perspective à long terme. D'autres organisations se sont montrées critiques, notamment en ce qui concerne les critères d'intégration, dont la concrétisation laisse encore beaucoup de marge d'appréciation à l'autorité. Elles réclament une procédure transparente et professionnelle, qui protège les candidats à la naturalisation de la discrimination et de l'arbitraire.

Les principaux désaccords et réserves touchent aux critères de l'intégration. Ces critères couvrent la familiarisation avec les conditions de vie en Suisse, le respect de la sûreté intérieure et extérieure, de la sécurité et de l'ordre publics ainsi que des valeurs de la Constitution, les compétences linguistiques, la participation à la vie économique ou l'acquisition d'une formation et l'encouragement de l'intégration des autres membres de la famille.

Familiarisation avec les conditions de vie en Suisse : la majorité des participants à la consultation jugent bon que les candidats doivent être familiarisés avec les conditions de vie en Suisse. L'instauration de tests sur les connaissances géographiques, historiques, politiques et sociales n'est guère contestée.

Mise en danger de la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse : cette disposition est approuvée par la majorité des participants. Quelques-uns sont de l'avis qu'il n'est pas possible d'affirmer a priori que la sécurité et l'ordre publics sont menacés s'il n'existe encore que des indices concrets.

Respect de la sécurité et de l'ordre publics : plus d'un tiers des réserves exprimées concerne le vœu de voir préciser la notion de mise en danger de la sécurité et de l'ordre publics, toutes les conditions ne pouvant pas être contrôlées dans un registre. La clause d'exception qui permet d'accorder une naturalisation malgré une inscription au casier judiciaire, en particulier, est jugée trop complexe. Les cantons ajoutent que les communes n'ont pas accès au système informatique du casier judiciaire VOSTRA.

Respect des valeurs de la Constitution : un petit tiers des réponses est défavorable au fait de signer une déclaration de loyauté, le qualifiant de geste purement symbolique sans impact réel sur la loyauté du candidat envers les valeurs fondamentales de la Suisse. Si la Confédération devait s'en tenir à cette idée, il faudrait, selon quelques participants, qu'elle en règle la forme et le contenu.

Compétences linguistiques : la moitié des participants expriment des réserves quant à l'attestation des compétences linguistiques que les candidats à la naturalisation doivent apporter. De plus, les avis divergent quant au degré de maîtrise d'une langue nationale nécessaire. Un tiers des avis est contre la proposition du Conseil fédéral – à l'oral un niveau B1 et à l'écrit un niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR). Les conditions d'une exemption de l'attestation du niveau linguistique sont aussi diversement appréciées.

Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation : environ un tiers des intervenants conteste l'idée de refuser la naturalisation aux bénéficiaires de l'aide sociale, ou considère la règle comme trop tranchée. Le canton de VD et la CSIAS estiment que le Conseil fédéral n'a pas la compétence suffisante pour déclarer le recours à l'aide sociale obstacle à la naturalisation.

Encouragement de l'intégration des membres de la famille : cette disposition a recueilli 8 avis défavorables, la taxant de liste non exhaustive de desiderata, laissant une trop grande marge de manœuvre à l'autorité.

Dérogations aux critères d'intégration : la possibilité de déroger aux critères d'intégration pour certaines catégories de personnes a été majoritairement bien accueillie. Les avis divergent cependant sur les catégories à viser. Quelques-uns ont proposé que les personnes atteintes d'une affection psychique ou d'un trouble posttraumatique, ou bien celles qui touchent une rente d'invalidité, soient exemptées de l'observation des critères d'intégration.

Les modalités concrètes de la procédure sont approuvées par la plupart, bien que plusieurs cantons regrettent la charge de travail supplémentaire qui sera occasionnée. Quelques cantons et les associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne soulignent que le délai d'ordre pour remettre le rapport d'enquête n'est guère réaliste lorsqu'il s'agit d'une naturalisation facilitée. Les cantons souscrivent en principe à l'augmentation des émoluments. Seul Binational objecte au fait que les émoluments soient en règle générale réclamés à l'avance et à fonds perdu.

7 Avis concernant les différentes dispositions

Lorsqu'une disposition a été approuvée sur le principe, mais avec une proposition complémentaire, la prise de position figure sous « Avis favorable », assortie de la remarque « avec réserve ». **Si aucun commentaire n'a été fait, la prise de position figure sous « pas de remarques ».**

Art. 1 OLN

Art. 1

La présente ordonnance :

- a. fixe les conditions d'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation, de la naturalisation facilitée et de la réintégration par la Confédération ;
- b. réglemente les procédures qui relèvent de la compétence de la Confédération ;
- c. régit les émoluments perçus pour les décisions du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) prises en première instance et ressortissant à la LN.

Avis favorable

Cantons :

Partis :

JSVP (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial

Die JSVP empfiehlt, die Verordnung sei an einer passenden Stelle wie folgt zu ergänzen: «Einbürgerungen sind Sache der Gemeinden. Behörden, Bund und Kantone haben die Einbürgerungsentscheide der Gemeinden zu respektieren.» AvenirSocial erachtet die in allen Landesteilen gemeinsam geltenden Integrationskriterien als wichtiges Element für die Gleichbehandlung.

Pas d'avis défavorables

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SZ, SO, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, Binational, camarada, cerebral, CP, CSP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 2 OLN

Art. 2 Familiarisation avec les conditions de vie en Suisse en cas de naturalisation ordinaire (art. 11, let. b, LN)

¹ Le requérant s'est familiarisé avec les conditions de vie en Suisse notamment lorsqu'il :

- a. possède des connaissances élémentaires sur les particularités géographiques, historiques, politiques et sociales de la Suisse ;
- b. prend part à la vie sociale et culturelle de la population suisse ; et

c. entretient des contacts avec des Suisses.

² L'autorité cantonale compétente peut soumettre le requérant à un test de connaissances conformément à l'al. 1, let. a. Si tel est le cas, elle s'assure :

- a. que le requérant peut s'y préparer avec l'aide d'instruments adéquats ou de cours ; et
- b. qu'il peut réussir le test s'il possède les compétences linguistiques orales et écrites requises pour obtenir la naturalisation.

Avis favorable

Cantons :

AR (avec réserve), BE (avec réserve), BL (avec réserve), GE, LU (avec réserve), NE (avec réserve), OW, SG, TI, ZG (avec réserve)

Partis :

FDP (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial (mit Vorbehalt), camarada (mit Vorbehalt), Integration Handicap (mit Vorbehalt), Pink Cross (mit Vorbehalt), SSV (mit Vorbehalt), UNHCR (mit Vorbehalt), VKM (mit Vorbehalt)

Il Cantone TI approva la disposizione, segnatamente perché altresì in sintonia con le disposizioni cantonali e comunali. Der Kanton OW begrüsst die Kann-Formulierung von Absatz 2 Buchstabe b. Der Kanton SG führt aus, die Integrationskriterien seien im Vergleich zum kantonalen Recht strenger. Le canton de GE explique qu'il fait passer aux candidats des tests au sens de l'art. 2 depuis le 1^{er} septembre 2014.

Ferner sind folgende Anpassungen am Wortlaut der Bestimmung beantragt worden:

- «regelmässige Kontakte» anstatt «Kontakte» (BL);
- «Kenntnisse» anstatt «Grundkenntnisse» (ZG);
- «Kontakte zur Schweizer Gesellschaft» anstatt «Kontakte zu Schweizerinnen und Schweizern» (SSV);
- «kostenlose Kurse» (Absatz 2) (AvenirSocial, camarada).

Der Kanton AR beantragt, Absatz 2 und der Kanton LU Absatz 1 Buchstabe c seien zu streichen.

Der Kanton BE (ebenso die VKM) ist der Ansicht, aufgrund der Formulierung «zuständige kantonale Behörde» können die kommunalen Behörden, die Bewerberin oder den Bewerber nicht zu einem Test verpflichtet. Der Kanton BE ist der Ansicht, einzelne Fragen müssten ausnahmsweise abweichend vom erforderlichen Sprachkompetenzniveau gestellt werden können. Eine entsprechende Ausnahmeklausel solle in die BÜV aufgenommen werden.

Integration Handicap beantragt einen zusätzlichen Absatz: «Bei der Überprüfung des Vertrautseins mit den schweizerischen Lebensverhältnissen berücksichtigt die zuständige Behörde die persönlichen Verhältnisse der Bewerberin oder des Bewerbers angemessen. Eine Abweichung von den Kriterien ist möglich, wenn die Bewerberin oder der Bewerber diese aufgrund einer körperlichen, geistigen oder psychischen Behinderung nicht oder nur unter erschwerten Bedingungen erfüllen kann.»

Die FDP fordert, das Tragen eines Ganzkörperschleiers sei als Indiz für eine fehlende Integration anzusehen. Bei der fehlenden Integration eines Ehepartners sollte dies auch als Indiz für die fehlende Integration des anderen Ehepartners gelten. Die FDP fordert, es dürfe nicht Aufgabe der kantonalen Behörden sein, Bewerberinnen und Bewerber auf einen Einbürgerungstest hin vorzubereiten. Le canton de NE estime qu'il faudrait déterminer les connaissances minimales avec le soutien du SEM. Pink Cross beantragt, der Inhalt des Tests sei grundsätzlich vom SEM festzulegen; die Kantone können den Test mit kantonsspezifischen Fragen ergänzen. Das UNHCR empfiehlt, dass die besonderen Lebenssituationen auch bei der möglichen Überprüfung des Vertrautseins mit den schweizerischen Lebensverhältnissen in Betracht gezogen werden sollen.

Avis défavorable

Cantons :

Partis :

SVP

Organisations/milieus intéressés :

Binational, EKM, humanrights, SFH, SRK, Operation Libero, Sans-Papiers, SGB, Unia

Die SVP beantragt für Absatz 1 Buchstabe b folgende Formulierung: «am sozialen und kulturellen Leben der Gesellschaft in der Schweiz und in der Wohngemeinde teilnimmt.»

Die EKM (ebenso Binational, SGB) beantragt folgende Formulierung: «die Bewerberin oder der Bewerber ist mit den schweizerischen Lebensverhältnissen vertraut, wenn die Integration bejaht werden kann». Die EKM fordert, die zuständigen kantonalen Behörden hätten sicherzustellen, dass die Bewerberin oder der Bewerber sich mit geeigneten Hilfsmitteln oder Kursen auf den Test vorbereiten und einen solchen Test mit den für die Einbürgerung erforderlichen mündlichen und schriftlichen Sprachkompetenzen bestehen kann. Die EKM (ebenso Binational, SGB, SFH) beantragt einen zusätzlichen Absatz, wonach das SEM die Kantone bei der Ausgestaltung allfälliger kantonaler Tests zu unterstützen habe.

humanrights führt aus, die Einbürgerungskriterien und deren Auslegung, die faktisch eine Anpassung an die «schweizerischen Lebensverhältnisse» verlangen würden, tendieren dahin, liberale Grundfreiheiten auf unzulässige Weise zu beschneiden.

Operation Libero ist der Ansicht, dass die Kriterien in Bezug auf den Grundwissenstest nicht für alle gleichermassen erfüllbar seien.

Das SRK weist darauf hin, dass die Anwendung des Integrationskriteriums «Kontakte zu Schweizerinnen und Schweizern pflegt» ein Risiko für willkürliche Einschätzungen enthalte.

Die Unia und Sans-Papier beantragen, Absatz 1 Buchstaben a–c seien zu streichen.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, BS, FR, GL, GR, JU, NW, SH, SO, SZ, TG, UR, VD, VS, ZH

Partis :

CVP, EVP, GPS, JSVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, cerebral, CP, CSP, C9FBA, DVLS, FER, HEKS, SGV, SGV/USAM, SKOS, SVBK, Travail.Suisse

Art. 3 OLN

Art. 3 Mise en danger de la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse
(art. 11, let. c, 20, al. 2, et 26, al. 1, let. e, LN)

Le requérant met en danger la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse lorsque des éléments concrets laissent supposer qu'il participe aux activités suivantes, les soutient ou les encourage ou encore qu'il y joue un rôle de recruteur :

- a. terrorisme ;
- b. extrémisme violent ;
- c. crime organisé ; ou
- d. service de renseignement prohibé.

Avis favorable

Cantons :

FR (avec réserve), NE (avec réserve), TI, VD (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial (mit Vorbehalt), VKM (mit Vorbehalt)

Il Cantone TI approva la disposizione. 2 cantons (FR, NE) et l'ASM trouvent la formulation « des éléments concrets laissant supposer que » trop imprécise. Selon NE, il faudrait au moins qu'une enquête ait été ouverte. FR demande que des directives soient édictées pour éviter de tomber dans l'arbitraire.

Le canton de VD demande pourquoi la liste est exhaustive, contrairement à la pratique habituelle et au rapport explicatif.

AvenirSocial fordert, ein Verstoß gegen die öffentliche Sicherheit und Ordnung dürfe nicht auf blossen Annahmen oder unzutreffenden Gerüchten beruhen, sondern bedürfe der Eröffnung eines Strafverfahrens.

Le canton de NE (ainsi que l'ASM) demande que l'art. 3 soit complété par la mention que le SEM est l'autorité compétente pour examiner la question. L'ASM propose de remplacer «service de renseignement prohibé» par «espionnage».

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, GE, GL, GR, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, UR, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR

Art. 4 OLN

Art. 4 Respect de la sécurité et de l'ordre publics
(art. 12, al. 1, let. a, 20, al. 1, et 26, al. 1, let. c, LN)

¹ Le requérant porte atteinte à la sécurité et à l'ordre publics notamment lorsqu'il :

- a. viole des prescriptions légales ou des décisions d'autorités ;
- b. n'accomplit volontairement pas des obligations de droit public ou privé ;
- c. fait l'apologie publique d'un crime ou d'un délit contre la paix publique, d'un génocide, d'un crime contre l'humanité, d'un crime de guerre ou encore du terrorisme ou incite à de tels crimes ; ou
- d. appelle publiquement à la haine contre certaines catégories de population.

² Le requérant menace la sécurité et l'ordre publics lorsque des éléments concrets indiquent que son séjour en Suisse conduit, selon toute vraisemblance, à une atteinte au sens de l'al. 1.

³ Une naturalisation est exclue tant qu'il existe une inscription au casier judiciaire suisse, à laquelle peuvent accéder les autorités compétentes en matière de naturalisation. Des exceptions sont possibles dans le cas des peines et des contraventions avec sursis ; la gravité de l'infraction est alors déterminante.

Avis favorable

Cantons :

AG (avec réserve), AR (avec réserve), BE (avec réserve), BL (avec réserve), BS (avec réserve), FR (avec réserve), GE (avec réserve), LU (avec réserve), NE (avec réserve), SG (avec réserve), TG (avec réserve), TI (avec réserve), ZH (avec réserve)

Partis :

CVP (mit Vorbehalt), EVP, GPS (mit Vorbehalt), JSVP (mit Vorbehalt), SVP (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial (mit Vorbehalt), CP, Integration Handicap (mit Vorbehalt), Operation Libero (mit Vorbehalt), SKOS (mit Vorbehalt), SSV (mit Vorbehalt), SVBK, Travail.Suisse (mit Vorbehalt), VKM (mit Vorbehalt)

Remarques générales

Die EVP begrüsst die Bestimmung.

3 cantons (AG, FR, VD) relèvent la difficulté d'application de cette disposition. Der Kanton AG beantragt, die Behörden sollen sich auf klare Kriterien, wie insbesondere Strafregistereinträge oder die Bezahlung aller fälligen Steuerschulden, abstellen können. Der Kanton AR beantragt, die Aufnahme eines zusätzlichen Hinweises, dass Verpflichtungen ungeachtet der konkreten Verhältnisse allen Solidarschuldnern in einem Einbürgerungsverfahren «angelastet» werden können.

Die CVP ist der Ansicht, dass alle Instanzen, die zuständig für Abklärungen sowie Entscheidungen bezüglich Einbürgerungen sind, rechtzeitig darüber in Kenntnis gesetzt werden sollen, wenn ein Eintrag im Strafregister des Bundes besteht.

Die GPS stellt klar, dass die Behörden bei der Prüfung, ob die Bewerberin oder der Bewerber die öffentliche Sicherheit gefährdet, das Verhältnismässigkeitsprinzip zu wahren haben. AvenirSocial fordert, eine Gefährdung der inneren oder äusseren Sicherheit der Schweiz dürfe nicht auf blossen Annahmen oder unzutreffenden Gerüchten beruhen, sondern bedürfe der Eröffnung eines Strafverfahrens. Schliesslich solle der Datenschutz im Einbürgerungsverfahren sichergestellt sein.

humanrights ist der Ansicht, es gebe keinen Grund das Kriterium der Straffälligkeit weiter auszuweiten, indem künftig nicht nur der private Strafregisterauszug, sondern sämtliche einsehbaren Daten des Strafregisters entscheidend sein sollen.

Integration Handicap beantragt einen zusätzlichen Absatz: «Bei der Beurteilung einer Missachtung gesetzlicher Vorschriften oder behördlicher Verfügungen im Sinne von Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe a BÜV soll im Einzelfall angemessen auf eine Behinderung und deren Auswirkungen Rücksicht genommen werden.»

Die SKOS fordert, dass nicht jegliche Missachtung oder Nichterfüllung von Normen und Verpflichtungen als Verstoß gegen die öffentliche Sicherheit und Ordnung gewertet werden könne.

Al. 1, let. a

Der SVBK begrüsst die Bestimmung.

Der Kanton BE (ebenso VKM) fragt sich, wie eine Behörde in Erfahrung bringen könne, dass einbürgerungswillige Personen behördliche Verfügungen missachtet haben. Sollte es hier zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und Gemeinden kommen, müssten die Gebühren für die Erhebungsberichte angemessen erhöht werden.

Der Kanton ZH ist der Ansicht, dass derart unbestimmte und unscharfe Normen regelmässig Probleme mit den Geboten der Gleichbehandlung und der Rechtssicherheit schaffen würden. Zudem bestehe das Risiko, dass unter diesem Titel zu hohe, diskriminierende oder unsachliche Anforderungen an die Beachtung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung gestellt werden. Der Kanton ZH weist darauf hin, dass der Vollzug dieser Vorschrift

erheblichen Aufwand verursachen werde, weil die Einhaltung der vorgesehenen Voraussetzung nicht anhand eines Registers geprüft werden könne.

Al. 1, let. b

Le canton de FR est d'avis que l'autorité devra faire preuve de mesure dans les cas de litiges de droit privé, afin de ne pas tomber dans l'arbitraire. Il demande que les directives insistent sur l'importance de la retenue à observer dans le cadre de certains conflits relevant du droit privé.

4 Kantone (BL, BS, LU, ZH) erachten die Formulierung der «mutwilligen Nichterfüllung von Verpflichtungen», als unpräzise und zu wenig praxistauglich. 2 Kantone (AG, ZH) und die SVP beantragen, es sei eine Lösung zu bevorzugen geben, die auf das Betreibungsregister abstellt.

Der Kanton BE (ebenso VKM) fragt sich, wie eine Behörde in Erfahrung bringen könne, ob einbürgerungswillige Personen privatrechtliche Verpflichtungen (z.B. aus Miet- oder Kaufverträgen) mutwillig nicht erfüllt haben. Sollte es hier zu einem erheblichen Mehraufwand für die Kantone und Gemeinden kommen, müssten die Gebühren für die Erhebungsberichte angemessen erhöht werden.

Al. 1, let. c

Der Kanton BS ist der Ansicht, dass die Unterscheidung hinsichtlich des Ablehnungsgrunds «Werben für Terrorismus» (Absatz 1 Buchstabe c) und «Anwerbung zum Terrorismus» (Artikel 3 Buchstabe a) zu subtil sei. Der Kanton BS regt an zu prüfen, ob die Tatbestände in einer Bestimmung bzw. unter einer Überschrift geregelt werden können.

Der Kanton ZH fragt sich, ob die in Absatz 1 Buchstabe c aufgeführten Sachverhalte gesondert aufgeführt werden sollen, da sie grösstenteils die Gefährdung der inneren und äusseren Sicherheit der Schweiz betreffen, die bereits in Artikel 3 geregelt sind. Auf jeden Fall sei sicherzustellen, dass der Bund die entsprechende Prüfung vornehme, da die kantonalen Einbürgerungsbehörden keinen Zugriff auf die fraglichen Informationen bzw. Datenbanken haben.

Al. 1, let. d

Der Kanton ZH fragt sich, ob der Sachverhalt «öffentlich zum Hass gegen Teile der Bevölkerung» gesondert aufgeführt werden soll. Auf jeden Fall sei sicherzustellen, dass der Bund die entsprechende Prüfung vornehme, da die kantonale Einbürgerungsbehörde keinen Zugriff auf die fraglichen Informationen bzw. Datenbanken habe.

Al. 2

2 cantons (BL, NE) trouvent la formulation de l'al. 2 trop vague. Der Kanton BS ist der Ansicht, dass die vorgeschlagene Formulierung in erster Linie auf den Ausländerzuzug ausgerichtet sei. Er berücksichtige zu wenig, dass sich die Person schon seit Jahren in der Schweiz aufhält.

Al. 3 – Remarques générales

Der Kanton BE (ebenso VKM) machen geltend, es werde nicht dargelegt, wie die Gemeinden, die über keinen VOSTRA-Zugriff verfügen, eine allfällige Straffälligkeit abklären können.

Die JSVP beantragt folgende Formulierung: «Nicht eingebürgert wird, wer einen Eintrag im Strafregister (VOSTRA) besitzt, der für die Einbürgerungsbehörden des Bundes und der Kantone einsehbar ist.» Zudem fordert die JSVP folgende Ergänzung: «Wer wegen einer schweren Straftat rechtskräftig verurteilt worden ist oder wer wegen Straftaten, unbedeutend ihrer Höhe, mindestens zweimal rechtskräftig verurteilt worden ist, darf auf Lebzeiten nicht eingebürgert werden. Wer mit einem Landesverweis belegt ist oder belegt wurde, darf auf

Lebzeiten nicht eingebürgert werden.»

Il Cantone TI prevede possibili problemi di attuazione per quanto riguarda il capoverso 3. Inoltre, la procedura perde conseguentemente trasparenza. Da un lato, i Comuni non hanno accesso al casellario giudiziale informatizzato VOSTRA e, dall'altro, vi sono già oggi problemi per quanto riguarda l'utilizzo dell'estratto del casellario giudiziale destinato ai, giacché la SEM autorizza talora la naturalizzazione anche in presenza di iscrizioni nell'estratto per privati. Il Cantone TI chiede pertanto che i Comuni abbiano accesso casellario giudiziale informatizzato VOSTRA e che gli ostacoli alla naturalizzazione dovuti a reati commessi dai candidati siano codificati in maniera uniforme. Ritiene che la naturalizzazione dovrebbe in ogni caso essere esclusa fintantoché vi sono iscrizioni nell'estratto per privati del casellario giudiziale.

Al. 3 – clause d'exception

7 cantons (BE, GE, NE, SG, TG, TI, ZH) et l'UVS trouvent la clause d'exception formulée de manière très vague et demandent qu'elle soit précisée.

Der Kanton ZH führt aus, die Bestimmung stelle die zuständige kantonale Einbürgerungsbehörde vor schwierige Vollzugsprobleme, da sie einen Wertungsentscheid im Einzelfall (Schwere der Tat) erfordere, der im Gegensatz zu einer Registerabfrage besonderes Fachwissen und zusätzliche Mittel erfordere.

Der Kanton AR macht geltend, die Bestimmungen bezüglich der Strafregistereintragungen seien sehr komplex und sowohl für die Einbürgerungsbehörden als auch für die Einbürgerungswilligen schwer zu durchblicken. Als viel transparenter und klarer in der Umsetzung erweist sich die heutige Praxis von AR, die sich nicht an einem Strafregistereintrag orientiert, sondern immer am Strafmass.

Der Kanton BL beantragt eine Regelung, wonach der strafrechtliche Leumund einzig nach objektiven Kriterien zu beurteilen sei.

Gemäss dem Kanton BE und der VKM fehle die Möglichkeit, auch unbedingte Geldstrafen, im Sinne einer Ausnahme, weniger streng zu behandeln als unbedingte Freiheitsstrafen. Nicht wünschenswert wäre, wenn die Ausnahmeregelungen erst auf Stufe Weisungen des SEM festgelegt würden.

NE estime que l'al. 3 laisse supposer à tort que les contraventions peuvent être prononcées avec sursis (cf. art. 105, al. 1, CP).

Für den Kanton SG ist unklar, auf welche Fristen bei bedingten und teilbedingten Strafen abzustellen sei. Travail.Suisse beantragt, dass bezüglich Absatz 3 eine Ausnahmeregelung aufzunehmen sei, welche die besondere Situation bei Strafurteilen mit einer Landesverweisung berücksichtigt.

Der Kanton BS und Operation Libero erachten es bei Urteilen, die eine bedingte Freiheitsstrafe, einen bedingten Freiheitsentzug, eine Geldstrafe, gemeinnützige Arbeit oder eine Busse als Hauptstrafe enthalten, als unverhältnismässig, auf die starre zehnjährige Entfernungsfrist aus dem Strafregister abzustellen. In jedem Fall sollte die Probezeit abgelaufen sein. Der Kanton BS erachtet es als falsch, dass Bagatelldelikte kein Einbürgerungshindernis darstellen sollen, sofern ein Eintrag im Strafregister-Informationssystem VOSTRA vorliege.

Délinquants mineurs

Der Kanton ZH (und sinngemäss AG) beantragt, dass eine eigene Regelung für straffällige Jugendliche zu schaffen sei. Dabei erachtet der Kanton ZH eine Wartefrist von fünf Jahren nach einer Verurteilung wegen eines Verbrechens und eine Wartefrist von drei Jahren nach einer Verurteilung wegen eines Vergehens als angemessen.

Avis défavorable

Cantons :

AG, AR, VD

Partis :

Organisations/milieux intéressés :

EKM, Operation Libero, SFH, SGB, Sans-Papiers, Unia

Le canton de VD estime que la Confédération viole l'art. 38 Cst. par cette disposition. 2 Kantone (AG, AR) und 2 Organisationen (Unia, Sans-Papiers) beantragen, Absatz 2 zu streichen.

Die EKM (ebenso SFH, SGB) beantragt, Absatz 1 Buchstaben a–d und Absatz 3 zu streichen. Die EKM beantragt folgende Formulierung: «(1) Von der Beachtung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung kann ausgegangen werden, wenn (a) das Strafregister des Bundes keine ungelöschten Einträge enthält (ebenso Unia, Sans-Papiers), (b) im Betreibungsregister keine ungelöschten Betreibungen aufgeführt sind und (c) der Steuerregisterauszug keine Zahlungsrückstände aufweist.» Die EKM (ebenso SFH, SGB) verlangt einen zusätzlichen Absatz, wonach die Behörden bei der Beurteilung der Beachtung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung den Grundsatz der Verhältnismässigkeit zu beachten haben.

Pas de remarques

Cantons :

AI, GL, GR, JU, NW, OW, SH, SO, SZ, UR, VS, ZG

Partis :

FDP

Organisations/milieux intéressés :

ASO, Binational, camarada, cerebral, CSP, C9FBA, DVLS, FER, HEKS, Pink Cross, SGV, SGV/USAM, SRK, UNHCR

Art. 5 OLN

Art. 5 Respect des valeurs de la Constitution
(art. 12, al. 1, let. b, 20, al. 1, et 26, al. 1, let. d, LN)

¹ Comptent notamment parmi les valeurs de la Constitution les principes de base, les droits fondamentaux et les obligations qui suivent :

- a. les principes de l'Etat de droit, de même que l'ordre démocratique-libéral de la Suisse ;
- b. les droits fondamentaux, tels que l'égalité entre les femmes et les hommes, le droit à la vie et à la liberté personnelle, la liberté de conscience et de croyance, ainsi que la liberté d'opinion ;
- c. les obligations liées au service militaire ou civil et la scolarité obligatoire.

² Avant d'être naturalisé, le requérant s'engage, en signant une déclaration de loyauté, à respecter les valeurs de la Constitution. Les mineurs sont exemptés de cette obligation.

³ La déclaration de loyauté inclut notamment les valeurs énumérées à l'al. 1.

Avis favorable

Cantons :

BE (avec réserve), BL (avec réserve), FR (avec réserve), LU (avec réserve), SO, VD (avec réserve), ZG (avec réserve)

Partis :

EVP, JSVP (mit Vorbehalt)

Organisations/milieux intéressés :

Integration Handicap (mit Vorbehalt), SSV (mit Vorbehalt), SVBK

Der Kanton SO, die EVP und der SVBK begrüßen, dass sich die Gesuchsteller anhand einer Loyalitätserklärung zu den rechtsstaatlichen und demokratischen Werten der Schweiz und der Bundesverfassung bekennen müssen.

4 cantons (BE, BL, LU, VD) et l'UVS demandent que la forme et le contenu de la déclaration de loyauté soient fixés par la Confédération. VD se demande si le moment de la signature est réglé de manière suffisamment précise.

Die JSVP fordert, mit der Unterzeichnung der Loyalitätserklärung seien auch die Bestimmungen der Bundesverfassung zu respektieren. Zudem sei die Bestimmung durch folgende Formulierungen anzupassen: «Nicht eingebürgert wird, wer nicht über eine Niederlassungsbewilligung verfügt. Es besteht kein Anspruch auf eine Einbürgerung.»

Integration Handicap beantragt einen zusätzlichen Absatz: «Beim Erfordernis der Unterzeichnung der Loyalitätserklärung ist bei Personen mit Behinderung auf deren besondere Bedürfnisse angemessene Rücksicht zu nehmen.»

FR trouverait utile que la Confédération organise des formations spécifiques pour le personnel concerné.

Avis défavorable

Cantons :

AR, GE, GR, NE, SH, ZH

Partis :

GPS

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial, Binational, EKM, CSP, HEKS, humanrights, Operation Libero, Sans-Papiers, SFH, Travail.Suisse, Unia, VKM

3 cantons (AR, NE, ZH), le PES et 11 organisations (AvenirSocial, Binational, CSP, CFM, EPER, humanrights, Operation Libero, Sans-Papiers, Travail.Suisse, Unia, ASM) demandent que la déclaration de loyauté soit supprimée de l'ordonnance. Der Kanton SH beantragt, die Absätze 2 und 3 seien ersatzlos zu streichen. Die GPS ist der Ansicht, dass die Loyalitätserklärung, auch wenn sie lediglich symbolische Tragweite besitze, dem Geist des Gesetzes widerspreche. humanrights ist der Ansicht, dass die Bestimmung über die Loyalitätserklärung extrem vage formuliert sei. Sie lasse den Kantonen und Gemeinden einen zu grossen, willküranfälligen Ermessensspielraum. Operation Libero erachtet die Loyalitätserklärung als höchst problematisch, weil sie durch die mögliche nachträgliche Nichtigkeit faktisch eine «Einbürgerung auf Probe» darstelle.

NE et l'ASM souhaitent, si elle devait être adoptée, que les conséquences du non-respect de la déclaration de loyauté soit énumérées dans l'ordonnance.

GE est d'avis que les modalités de mise en œuvre de cette disposition doivent être réglées au niveau cantonal. Der Kanton GR ist der Ansicht, dass die Unterzeichnung einer Loyalitätserklärung als Mindestvorschrift nicht zwingend nötig sei. Es könne den Kantonen überlassen bleiben, ob sie ein schriftliches Bekenntnis verlangen oder die Erfüllung dieser Voraussetzung im Erhebungsbericht festhalten.

AvenirSocial (ebenso SFH) beantragt, die Formulierung «Respektierung der Werte der Bundesverfassung» durch «Respektierung der rechtsstaatlichen Prinzipien und der freiheitlich demokratischen Grundordnung» zu ersetzen.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, BS, GL, JU, NW, OW, SG, SZ, TG, TI, UR, VS

Partis :

CVP, FDP, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, camarada, cerebral, CP, C9FBA, DVLS, FER, Pink Cross, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, UNHCR

Art. 6 OLN

Art. 6 Attestation des compétences linguistiques
(art. 12, al. 1, let. c, 20, al. 1, et 26, al. 1, let. a, LN)

¹ Le requérant doit justifier de connaissances orales d'une langue nationale équivalant au moins au niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) et de compétences écrites du niveau A2 au minimum.

² La preuve des compétences linguistiques aux termes de l'al. 1 est réputée fournie lorsque le requérant :

- a. parle et écrit une langue nationale qui est aussi sa langue maternelle ;
- b. a fréquenté en Suisse l'école obligatoire dans une langue nationale pendant au minimum cinq ans ;
- c. a suivi en Suisse une formation du degré secondaire II ou du degré tertiaire dispensée dans une langue nationale ;
- d. dispose d'une attestation des compétences linguistiques qui confirme ses compétences linguistiques aux termes de l'al. 1 et repose sur un test linguistique conforme aux normes de qualité généralement reconnues.

³ Le SEM aide les cantons lors de l'examen des attestations des compétences linguistiques visées à l'al. 2, let. d, et lors de l'élaboration de tests linguistiques cantonaux. Il peut également confier ces tâches à des tiers.

Avis favorable

Cantons :

AG (avec réserve), AR (avec réserve), BE (avec réserve), BL (avec réserve), BS (avec réserve), FR (avec réserve), GE (avec réserve), GR (avec réserve), JU (avec réserve), LU (avec réserve), NE (avec réserve), NW (avec réserve), SH (avec réserve), SG, SO, TI (avec réserve), UR, VD (avec réserve), VS (avec réserve), ZG (avec réserve)

Partis :

EVP, FDP (mit Vorbehalt), JSVP (mit Vorbehalt), SVP (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

ASO (mit Vorbehalt), Binational (mit Vorbehalt), camarada (mit Vorbehalt), cerebral (mit Vorbehalt), CP, CSP (mit Vorbehalt), C9FBA (mit Vorbehalt), EKM (mit Vorbehalt), FER (mit Vorbehalt), Pink Cross, SFH, Sans-Papiers (mit Vorbehalt), SGV/USAM, SSV (mit Vorbehalt), SVBK, Unia (mit Vorbehalt), VKM (mit Vorbehalt)

Remarques générales

Die EPV erachtet die geforderten Sprachkompetenzen als Voraussetzung für eine gelungene Integration. Die SFH begrüsst die Harmonisierung der Sprachkompetenzen. Der Kanton LU ist der Ansicht, dass das eher hoch angesetzte Referenzniveau vermehrt dazu führen werde, dass ein Abweichen von den Integrationskriterien geprüft werden müsse. Die entsprechenden Abklärungen seien sehr aufwendig und zeitintensiv.

Die ASO beantragt einen zusätzlichen Absatz: «Bei Bewerbern mit Wohnsitz im Ausland werden die Sprachkompetenzen unter dem Gesichtspunkt der engen Verbundenheit mit der Schweiz gemäss Artikel 11 beurteilt.»

cerebral macht geltend, Menschen mit cerebralen Bewegungsbehinderungen verfügen oft über eingeschränkte motorische Fähigkeiten. Das könne zum Beispiel zu erheblichen Sprachstörungen führen bzw. zur Unmöglichkeit, Sätze korrekt und verständlich auszusprechen. Die FER erachtet die Fähigkeit, sich in einer Landessprache ausdrücken zu können, wichtiger, als «Batterien» von Tests abzulegen.

Der Kanton SG führt aus, nach dem geltenden kantonalen Recht gelte das Referenzniveau B1 für die schriftliche und mündliche Sprachkompetenz.

Der Kanton BS regt bei den schriftlichen Sprachkompetenzen eine Feinunterscheidung an. Sinnvoll sei, das Referenzniveau A2.1 für den schriftlichen Ausdruck und A2.2 für das Lesen einzuführen.

Al. 1

D'accord avec le niveau de connaissances linguistiques proposé

3 cantons (SO, UR, VS) et 4 organisations (CP, USAM, FSBC, Pink Cross) approuvent le choix par la Confédération du niveau A2 pour les compétences linguistiques écrites et du niveau B1 pour les compétences linguistiques orales

Pour un renforcement des exigences linguistiques

3 Kantone (AR, BL, NW) und 3 Parteien (FDP, JSVP, SVP) fordern das Referenzniveau B1 (anstatt A2) für die schriftliche Sprachkompetenz. Zusätzlich fordern 2 Kantone (AR, NW) und 2 Parteien (FDP, SVP) B2 (anstatt B1) für die mündliche Sprachkompetenz.

Pour un allègement des exigences linguistiques

Le canton de NE et 3 organisations (Binational, camarada, CFM) demandent un niveau de référence A2 (au lieu de B1) pour les compétences orales. C9FBA fordert das Referenzniveau A1 (anstatt A2) für die schriftliche und A2 (anstatt B1) für die mündliche Sprachkompetenz. Sans-Papiers und Unia fordern, dass vom fide-Sprachenpass auszugehen sei und schriftlich maximal das Referenzniveau A2 für die Einbürgerung verlangt werden könne.

Al. 2, let. b

3 Cantoni (BE, GR, TI) e l'ASM chiedono una formulazione del capoverso 2 lettera b più aperta e flessibile; beispielsweise, um den Besuch von drei obligatorischen Schulzeitjahren sowie den anschliessenden Besuch von zwei Jahren Berufsschule anrechnen zu können (BE, VKM).

Le canton de NE suggère que les cinq ans d'école obligatoire doivent avoir été effectués de manière ininterrompue. 2 Kantone (GR, ZG) beantragen, auf die Voraussetzung, dass die obligatorischen Schulen in der Schweiz absolviert werden müssen, zu verzichten.

Die VKM beantragt, Absatz 2 Buchstabe b sei zu überarbeiten, so dass Kinder im neunten und zehnten Altersjahr keinen Test absolvieren müssen.

Al. 2, let. c

3 Cantoni (BE, GR, TI) e l'ASM chiedono una formulazione del capoverso 2 lettera b più aperta e flessibile.

Der Kanton SH und 2 Organisationen (SSV, CSP) schlagen vor, in Absatz 2 Buchstabe c auf die Präzisierung «in der Schweiz» zu verzichten.

NE suggère que la formation du degré secondaire II ou du degré tertiaire doive avoir été réussie.

Le canton de VD demande que l'on précise l'al. 2, let. c, car il est en contradiction avec le rapport explicatif.

Al. 2, let. d

Der Kanton BS ist der Ansicht, dass Absatz 2 Buchstabe d wenig aussagekräftig sei und dies zu Missdeutungen führen könne, sodass zur besseren Verständigung die detailliertere Formulierung aus dem erläuternden Bericht zu übernehmen sei.

Al. 3

2 cantons (BE, VD) et l'ASM demandent que l'alinéa soit formulé de manière à laisser libres les cantons de déterminer l'autorité cantonale ou communale compétente.

Der Kanton AG fordert, dass das SEM eine regelmässig aktualisierte verbindliche und abschliessende Liste von Anbietenden von Sprachnachweisen, die den Qualitätsstandards entsprechen, zur Verfügung stellen soll. Le canton de FR propose que les organisations autorisées à valider les tests linguistiques soient nommées en annexe de l'ordonnance.

Le canton de GE demande que l'on tienne compte de la situation des écoles privées reconnues et des filières d'accueil et de transition. Il réclame une claire définition de l'assistance du SEM. Selon JU, les frais administratifs de l'organisation des cours ne devraient pas incomber aux cantons. VS s'attend à ce que le SEM offre au cours de 2016 le soutien nécessaire pour la mise en place des tests linguistiques.

Avis défavorable

Cantons :

Partis :

GPS

Organisations/milieus intéressés :

DVLS, SRK, Travail.Suisse

Die GPS ist der Ansicht, dass Sprachkenntnisse mehr über das Bildungsniveau aussagen als über das Stadium der Integration. Der DVLS ist der Ansicht, dass die vorliegende Regelung ein zusätzlicher Stolperstein für diejenigen darstelle, die in ihrem Heimatland nicht genügend lange die Schule besuchen konnten. Das SRK weist darauf hin, dass die Kantone bei der Überprüfung der Sprachkompetenz unterschiedlich vorgehen und auch unterschiedlich hohe Anforderungen stellen würden. Dies führe zwangsläufig zu einer Ungleichbehandlung von Einbürgerungswilligen. Travail.Suisse fordert, auf das Referenzniveau B1 sei zu verzichten. Stattdessen sei eine flexible Prüfung gemäss der beruflichen oder privaten Situation vorzusehen.

Pas de remarques

Cantons :

GL, OW, SZ, TG, ZH

Partis :

CVP

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial, HEKS, humanrights, Integration Handicap, SGB, SGV, SKOS, UNHCR

Art. 7 OLN

Art. 7 Participation à la vie économique ou acquisition d'une formation
(art. 12, al. 1, let. d, 20, al. 1, et 26, al. 1, let. a, LN)

¹ Le requérant participe à la vie économique lorsque son revenu, sa fortune ou des prestations de tiers auxquelles il a droit lui permettent, au moment du dépôt de sa demande et de sa naturalisation, de couvrir le coût de la vie et de s'acquitter de son obligation d'entretien.

² Le requérant acquiert une formation lorsqu'il suit, au moment du dépôt de sa demande ou lors de sa naturalisation, une formation ou un perfectionnement.

³ Quiconque perçoit une aide sociale dans les trois années précédant le dépôt de sa demande ou pendant sa procédure de naturalisation ne remplit pas les exigences relatives à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation.

Avis favorable

Cantons :

AG (avec réserve), BE (avec réserve), BL (avec réserve), BS (avec réserve), FR (avec réserve), NE (avec réserve), OW (avec réserve), SG (avec réserve), SO (avec réserve), UR (avec réserve), ZG (avec réserve), VS (avec réserve)

Partis :

GPS (mit Vorbehalt), FDP (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

cerebral (mit Vorbehalt), CSP (mit Vorbehalt), CP, FER, SGV/USAM, SRK (mit Vorbehalt), SSV (mit Vorbehalt), SVBK, VKM

Remarques générales

Die VKM begrüsst die Bestimmung. Der SGV/USAM unterstützt die Voraussetzung der Teilnahme am Wirtschaftsleben oder am Erwerb von Bildung. Das Gewerbe ist auf gut ausgebildete Fachkräfte angewiesen. Die FER begrüsst, dass für das Schweizer Bürgerrecht eine aktive Teilnahme am Wirtschaftsleben vorausgesetzt wird. Die Teilnahme am Erwerbsleben als Integrationskriterium zu verwenden, sei grundsätzlich unbestritten. Es ist jedoch auf eine präzise Anwendung der Ausnahmeregelungen hinzuweisen, so etwa bei Invalidität oder sonstiger Arbeitsunfähigkeit.

Die FDP fordert, der Bezug von Ergänzungsleistungen soll bei der Beurteilung der Einbürgerung ebenfalls berücksichtigt werden.

Le canton de FR estime que la procédure de naturalisation devrait tenir compte de la situation des étudiants.

Für den Kanton SG ist nicht ersichtlich, weshalb der Bezug von Sozialhilfe den Erwerb von Bildung ausschliessen soll.

Le canton du VS est d'avis que la notion de participation à la vie économique pourrait discriminer la famille traditionnelle en évinçant les femmes au foyer.

Der Kanton ZG beantragt, es müsse ein «längerfristiger» Rechtsanspruch auf Vermögen oder auf Leistungen Dritter bestehen, um die Voraussetzungen für die Teilnahme am Wirtschaftsleben zu erfüllen.

AI. 3

Das CP begrüsst, dass der Bezug von Sozialhilfe ein Hindernis für die Einbürgerung darstellt. Für den SVBK gehört zur Teilnahme am Wirtschaftsleben unabdingbar die Absenz von Unterstützung durch die Sozialhilfe.

Der Kanton AG fragt sich, ob Absatz 3 auch für Kinder gelte, deren Eltern Sozialhilfe bezogen haben.

Le canton de BE se demande si le délai de 3 ans est à comprendre comme absolu, au sens d'un « délai de carence », ou s'il peut être raccourci par exemple par le remboursement de prestations d'aide sociale reçues.

2 cantons (BS, NE) sont d'avis que l'exclusion de la naturalisation pendant 3 ans est excessivement rigide. Selon NE, il ne faut pas freiner l'accès à la naturalisation lorsque quelqu'un a perçu une aide matérielle remboursable durant une période d'attente du droit aux indemnités de chômage.

Der Kanton BS regt an, eine Formulierung wie «in der Regel» aufzunehmen, um dem Einzelfall angemessen Rechnung zu tragen. Weiter wird festgestellt, die Bestimmung sei insofern missverständlich formuliert, als dass auch Bezügerinnen und Bezüger von Sozialhilfe Bildung erwerben können. Der Kanton BS beantragt, die Formulierung «oder am Erwerb von Bildung» sei zu streichen.

Der Kanton BL erachtet die Regelung, wonach ein Sozialhilfebezug als solcher bereits ein Einbürgerungshindernis darstelle, aufgrund des verfassungsmässigen

Diskriminierungsverbots und des Verhältnismässigkeitsprinzips als problematisch. Der Kanton BL ist der Ansicht, dass ein Sozialhilfebezug von Working-Poor kein Einbürgerungshindernis darstellen dürfe. Weiter sei anzumerken, dass der Nachweis einer nicht selbstverschuldeten Sozialhilfeabhängigkeit im Einzelfall sehr schwierig oder gar nicht zu erbringen sei.

Der Kanton OW beantragt, Absatz 3 wie folgt anzupassen: «Weitergehende Regelungen bleiben den Kantonen vorbehalten (Rückerstattung bezogener Sozialhilfe, keine Steuerausstände usw.).»

Der Kanton SO erachtet den Bezug von Sozialhilfe als einen grundsätzlichen Hinderungsgrund für eine Einbürgerung.

Der Kanton UR beantragt, den Zeitraum, während dem die gesuchstellende Person keine wirtschaftliche Sozialhilfe bezogen hat, auf fünf Jahre auszudehnen.

Die GPS fordert, bei der Anwendung von Absatz 3 sei das Verhältnismässigkeitsprinzip zu wahren. Die Nichtbeachtung von Absatz 3 dürfe nicht zu einem Ausschluss von einer Einbürgerung führen.

cerebral macht geltend, Absatz 3 könne sich mit einer (Mehrfach-) Behinderung als unüberwindliche Hürde erweisen.

Die CSP beantragt folgende Formulierung: «Wer Sozialhilfe während des Einbürgerungsverfahrens bezieht, erfüllt nicht das Erfordernis der Teilnahme am Wirtschaftsleben oder am Erwerb von Bildung.»

Der SSV erachtet die Frist von 3 Jahren als zu lang.

Avis défavorable

Cantons :

AR, VD

Partis :

JSVP, SVP

Organisations/milieux intéressés :

AvenirSocial, camarada, EKM, HEKS, humanrights, Operation Libero, SFH, SGB, SKOS, Travail.Suisse, Sans-Papiers, Unia

Remarques générales

Die SVP fordert, die Formulierung «oder Leistungen Dritter, auf die ein Rechtsanspruch besteht» sei zu streichen. Die SFH beantragt, Absatz 1 sei zu streichen.

Für den Kanton AR ist die Bestimmung unbefriedigend, weil sie absolut zwischen der Sozialhilfe und den Ergänzungsleistungen unterscheidet. Liegt im konkreten Fall eine teilweise Arbeitsfähigkeit vor (z.B. bei IV-Rente von 50%), solle die Ergänzungsleistung unbedingt der Sozialhilfe gleichgestellt werden.

Al. 3

Die JSVP fordert, dass nur Personen eingebürgert werden, die keine Schulden beim Staat haben. Die SVP fordert, Absatz 3 sei ohne die Relativierung gemäss erläuterndem Bericht anzuwenden.

11 Organisationen (AvenirSocial, Binational, camarada, CFM, EPER, humanrights, Sans-Papiers, OSAR, USS, Travail.Suisse, Unia) fordern, Absatz 3 sei zu streichen.

humanrights ist der Ansicht, die Ausschlusskriterien für Sozialhilfebeziehende verstossen gegen das Grundrecht der Rechtsgleichheit. Operation Libero ist der Ansicht, dass Absatz 3 auch ein entwürdigendes Signal an alle Schweizerinnen und Schweizer sende, die Sozialhilfe beziehen, weil das Urteil der mangelnden Integration auch auf sie zutreffe.

Travail.Suisse beantragt, falls Absatz 3 nicht gestrichen werde, sei zu erwähnen, dass es das Verhältnismässigkeitsprinzip zu wahren gelte. Die Unia fordert, dass ernsthafte Bemühungen, eine Arbeitsstelle zu finden als Nachweis für die Teilnahme am

Wirtschaftsleben auszureichen haben.

Le canton de VD et la CSIAS ne reconnaissent pas au Conseil fédéral une compétence suffisante pour faire du recours à l'aide sociale un obstacle à la naturalisation. Darüber hinaus erkennt die SKOS in der Definition von Sozialhilfebezug als Nichteinbürgerungsgrund mehr als eine blossе Konkretisierung der gesetzlichen Grundlage. Die Bestimmung habe Gesetzescharakter und gehöre somit nicht in einen Ausführungserlass auf Verordnungsstufe. Die pauschale Definition von Sozialhilfebezug als Nichteinbürgerungsmerkmal begünstige Eingriffe in das Grundrecht auf rechtliche Gleichbehandlung. Die SKOS verlangt eine Konkretisierung der Integrationskriterien, sodass die Voraussetzungen zur Einschränkung von Grundrechten (Art. 36 BV) erfüllt werden können.

Pas de remarques

Cantons :

AI, GL, GE, GR, JU, LU, NW, SH, SZ, TG, TI, ZH

Partis :

CVP, EVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, CP, C9FBA, DVLS, Integration Handicap, Pink Cross, SGV, UNHCR

Art. 8 OLN

Art. 8 Encouragement de l'intégration des membres de la famille
(art. 12, al. 1, let. e, et 26, al. 1, let. a, LN)

Le requérant encourage l'intégration des membres de sa famille conformément à l'art. 12, let. e, LN lorsqu'il les aide à :

- a. acquérir des compétences linguistiques dans une langue nationale ;
- b. participer à la vie économique ou à acquérir une formation ;
- c. participer à la vie sociale et culturelle de la population suisse ; ou à
- d. exercer d'autres activités susceptibles de contribuer à leur intégration en Suisse.

Avis favorable

Cantons :

AR (avec réserve), BE (avec réserve), BL (avec réserve), GE (avec réserve), JU (avec réserve)

Partis :

FDP (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

Travail.Suisse (mit Vorbehalt), SSV

Der Kanton AR beantragt folgende Umformulierung: «(1) dass das Verhalten eines einbürgerungsunwilligen Familienmitglieds der einbürgerungswilligen Person nicht angelastet werden darf» und «(2) dass eine einbürgerungswillige Person die Einbürgerungsvoraussetzung nicht erfüllt, wenn sie die erwähnten Familienmitglieder in ihrer Integration offensichtlich behindert.»

Le canton de BE s'interroge sur la manière dont les cantons et les communes doivent vérifier en pratique que le candidat encourage l'intégration des membres de la famille et le constater dans le rapport d'enquête. Der SSV ist der Ansicht, dass es in der Praxis ausgesprochen schwierig sei zu überprüfen, ob und wie eine Bewerberin oder ein Bewerber seine Familienmitglieder bei der Integration unterstützt. Die Bemühungen, die notwendig seien, um dies feststellen zu können, dürfen den kommunalen Behörden nicht einen unverhältnismässigen Aufwand verursachen.

Der Kanton BL begrüsst, dass die einbürgerungswillige Person die Integration der

Familienmitglieder fördern, respektive sie bei deren Integration unterstützen muss. Le canton de GE demande que l'ordonnance clarifie la manière de procéder avec les membres de la famille qui ne sont pas parties à la procédure de naturalisation et ne sont auditionnés qu'en qualité de témoins. JU est d'avis que l'art. 8 n'est pas absolument indispensable et sera difficile à appliquer en pratique par les autorités.

Die FDP fordert, dass die Integrationsunwilligkeit von Ehepartnern sehr wohl ein Einbürgerungshindernis darstellen könne. Die konkrete Ausgestaltung könne den Kantonen überlassen werden. Travail.Suisse beantragt folgende Anpassung: «Die Bewerberin oder der Bewerber fördert die Integration der Familienmitglieder nach Artikel 12 Buchstabe e BüG, wenn sie nicht wesentlich Hindernisse schaffen:»

Avis défavorable

Cantons :

VD

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

Binational, EKM, HEKS, Sans-Papiers, SGB, SFH, Unia

7 Organisationen (Binational, EKM, HEKS, Sans-Papiers, SGB, SFH, Unia) fordern, Artikel 8 sei zu streichen. Selon le canton de VD, la vérification de la réalisation des conditions de cet article revêt un caractère assez subjectif, dépendant de la sensibilité de l'autorité.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, BS, FR, GL, GR, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, UR, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, camarada, cerebral, CSP, CP, DVLS, FER, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SVBK, UNHCR, VKM

Art. 9 OLN

Art. 9 Dérogations aux critères d'intégration
(art. 12, al. 2, LN)

L'autorité compétente tient compte de manière appropriée de la situation particulière du requérant lors de l'appréciation des critères d'intégration énumérés aux art. 6 et 7. Ainsi, il est possible de déroger à ces critères notamment lorsque le requérant ne peut pas les remplir ou ne peut les remplir que difficilement :

- a. en raison d'un handicap physique, mental ou psychique ;
- b. en raison d'une maladie grave ou de longue durée ;
- c. pour d'autres raisons personnelles majeures, telles que de grandes difficultés à apprendre, à lire et à écrire, un état de pauvreté malgré un emploi ou des charges d'assistance familiale à assumer.

Avis favorable

Cantons :

AR (avec réserve), BE (avec réserve), BS (avec réserve), FR (avec réserve), GE, LU, NE (avec réserve), TI (avec réserve), VD, VS, ZG (avec réserve), ZH (avec réserve)

Partis :

CVP, GPS (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial (mit Vorbehalt), camarada (mit Vorbehalt), CSP (mit Vorbehalt), C9FBA (mit Vorbehalt), DVLS (mit Vorbehalt), SKOS (mit Vorbehalt), SRK (mit Vorbehalt), SSV (mit Vorbehalt), SVBK, Travail.Suisse (mit Vorbehalt), UNHCR (mit Vorbehalt), VKM

3 cantons (GE, LU, VD), 2 partis (PDC, PEV) et 2 organisations (FSBC, UNHCR) se félicitent de la présence de conditions permettant de déroger aux critères d'intégration.

Der Kanton AR ist der Ansicht, dass die in Buchstabe c Ziffer 2 und 3 aufgeführten Gründe mangelhafte Sprachkompetenzen nicht rechtfertigen dürfen. Der Kanton ZG ist der Ansicht, dass der Ausnahmetatbestand «der Wahrnehmung von Betreuungsaufgaben» kein Abweichen vom Integrationskriterium der Sprache, sondern nur ein Abweichen vom Kriterium der Teilnahme am Wirtschaftsleben oder am Erwerb der Bildung rechtfertige; Buchstabe c Ziffer 3 sei daher zu präzisieren. Der SSV ist der Ansicht, dass Betreuungsaufgaben alleine nicht zu einer «Dispens» der sprachlichen Anforderungen führen dürfen.

Der Kanton BS macht geltend, bei der Abweichung von den Integrationskriterien werde nicht erklärt, wie die individuellen Verhältnisse der einbürgerungswilligen Person zu berücksichtigen seien. Der Kanton BS beantragt, die analoge Regelung von BS zu übernehmen.

2 Cantoni (TI, ZH) chiedono che il campo d'applicazione della disciplina derogatoria sia esteso ai criteri di integrazione conformemente all'articolo 2 capoverso 1. Der Kanton BS macht geltend, dass der Verordnungsentwurf lediglich bei den Integrationskriterien «Sprachnachweis» und «Teilnahme am Wirtschaftsleben» Abweichungen vorsehe, nicht jedoch beim Kriterium «Vertrautsein mit den schweizerischen Lebensverhältnissen», was nicht nachvollziehbar sei.

Der DLSV fordert, Lern-, Lese- oder Schreibschwäche dürfe in keinem Fall ein Einbürgerungshindernis darstellen.

Die SKOS fordert eine Ausrichtung der Abweichungsbestimmungen nicht nur auf persönliche, sondern auch auf gesellschaftliche Verhältnisse, die einer Erfüllung der Integrationskriterien entgegenstehen würden.

Travail.Suisse (in diesem Sinne auch das UNHCR) beantragt folgende Formulierung: «Abweichungen von den Kriterien sind vorgesehen, wenn».

4 cantons (BE, FR, VD, VS) et l'ASM relèvent des divergences entre l'avant-projet et le rapport explicatif.

Propositions d'autres dérogations aux critères d'intégration

Für ältere Menschen (AvenirSocial, camarada, C9FBA) sowie bei einer Unterbeschäftigung, in welcher der Arbeitsmarkt eine höhere Beschäftigungsquote nicht zulässt, und bei strukturellen Schwierigkeiten der Eingliederung von Langzeitarbeitslosen (CSP) soll von den Integrationskriterien abgewichen werden. Ferner, wenn die Bewerberinnen und Bewerber:

- eine Invalidenrente beziehen (AvenirSocial);
- an einer psychischen Krankheit (camarada) oder an posttraumatischen Belastungsstörungen (CRS) leiden;
- Sozialhilfeleistungen beziehen, weil ihnen die zu Unterhaltszahlungen verpflichteten Personen diese Leistungen verweigern(UVS).

Avis défavorable

Cantons :

BL, OW, NE

Partis :

JSVP

Organisations/milieux intéressés :

Binational, EKM, HEKS, Sans-Papiers, SFH, SGB, Unia

Selon le canton de NE, les dérogations aux critères d'intégration ne tiennent pas compte de la situation particulière des personnes qui ont obtenu l'asile ou d'autres personnes

particulièrement dignes de protection. 2 Kantone (BL, OW) sowie die JSVP fordern, Buchstabe c Ziffer 2 oder Ziffer 3 seien zu streichen. Darüber hinaus beantragt der Kanton OW folgende Formulierung: «Erreichung einer auf Stufe Kanton festzulegenden Altersgrenze».

7 Organisationen (Binational, EKM, HEKS, Sans-Papiers, SFH, SGB, Unia) beantragen, «Illettrismus» sei als Abweichung von den Integrationskriterien aufzunehmen. Sie beantragen einen zusätzlichen Absatz: «Das SEM trägt bei der Beurteilung der Integrationskriterien dem Prinzip der Nichtdiskriminierung und dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit Rechnung.»

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, GL, GR, NW, SG, JU, SH, SO, TG, UR

Partis :

EVP, FDP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, CP, cerebral, FER, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, SGV, SGV/USAM, SRK

Art. 10 OLN

Art. 10 Union conjugale

(art. 21, al. 1, let. a et al. 2, let. a, LN)

¹ L'union conjugale présuppose l'existence formelle d'un mariage et une communauté de fait entre les époux dans laquelle la volonté commune de maintenir une union conjugale stable est intacte.

² L'exigence du ménage commun n'est pas applicable lorsque l'union conjugale est maintenue et que des raisons majeures justifiant l'existence de domiciles séparés peuvent être invoquées.

³ L'union conjugale existe au moment du dépôt de la demande et lors de la naturalisation.

Avis favorable

Cantons :

FR (avec réserve), VD (avec réserve)

Partis :

JSVP (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

VKM (mit Vorbehalt)

Le canton de FR suggère que les personnes chargées de vérifier la réalité de la communauté conjugale soient assermentées à l'instar des agents de police.

Le canton de VD préconise l'adoption d'une norme similaire dès que sera connu le résultat des iv. pa. «Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation».

Die JSVP fordert folgende Anpassung: «Die eheliche Gemeinschaft muss zum Zeitpunkt der Gesuchstellung schon mindestens drei Jahre bestehen (Auslandgesuche sechs Jahre) und muss bis zum Zeitpunkt der Einbürgerung weiter fortbestehen. Es dürfen keine Scheidungsverfahren eingeleitet worden sein oder in Aussicht stehen, die Ehepartner führen ein stabiles, gemeinsames Leben im selben Haushalt.»

Die VKM stellt fest, die Frist sei nicht auf das AuG abgestimmt, nach welchem für die C-Bewilligung die Ehegemeinschaft fünf Jahre andauern muss. Hier bestehe ein Widerspruch zum Stufenmodell.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR

Art. 11 OLN

Art. 11 Liens étroits avec la Suisse

(art. 21, al. 2, let. b, 26, al. 1, let. b, et 51, al. 1 et 2, LN)

¹ Le requérant a des liens étroits avec la Suisse, s'il :

- a. a effectué au moins trois séjours en Suisse d'une durée minimale de cinq jours au cours des six années ayant précédé le dépôt de la demande ;
- b. est apte à communiquer oralement au quotidien dans une langue nationale ;
- c. possède des connaissances élémentaires sur les particularités géographiques, historiques, politiques et sociales de la Suisse ; et
- d. entretient des contacts avec des Suisses.

² Les conditions visées à l'al. 1, let. a et d, sont confirmées par des personnes de référence domiciliées en Suisse.

³ Lorsqu'elle examine la condition visée à l'al. 1, let. a, l'autorité compétente tient compte de la situation personnelle du requérant.

Avis favorable

Cantons :

OW (mit Vorbehalt), ZG (mit Vorbehalt)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

ASO (mit Vorbehalt), EKM (mit Vorbehalt), Pink Cross (mit Vorbehalt), Travail.Suisse (mit Vorbehalt), UNHCR (mit Vorbehalt)

Der Kanton OW beantragt, die Aufenthaltszeit in der Schweiz sei erheblich zu erhöhen und unter Buchstabe e sei folgende Formulierung aufzunehmen: «für die Schweiz oder die Region wirtschaftlich von Bedeutung ist.» Der Kanton ZG beantragt, die Formulierung «Kenntnisse» anstatt «Grundkenntnisse» zu verwenden.

Die ASO schlägt vor, dass sich einbürgerungswillige Personen innerhalb der letzten zehn Jahre vor der Gesuchstellung zweimal in der Schweiz aufgehalten haben müssen.

Die EKM beantragt, Absatz 1 Buchstabe a sei wie folgt zu ändern: «sich innert den letzten zehn Jahren mindestens dreimal in der Schweiz aufgehalten hat.» Travail.Suisse beantragt folgende Anpassung: «Vorbehalten bleiben Situationen, in denen die Bewerberinnen und Bewerber aus gesundheitlichen, finanziellen oder familiären Gründen nicht reisen können.»

Pink Cross führt aus, für Ehegatten oder zumindest für solche, die im Ausland leben oder im Ausland gelebt haben, werden weniger strenge Anforderungen an die Integration gestellt (nur enge Verbundenheit mit der Schweiz). Dieselben Anforderungen an die Integration müssten auch für eingetragene Paare gelten. Pink Cross ist der Ansicht, dass Einbürgerungswillige, die im Ausland leben oder gelebt haben, eine Landessprache der Schweiz beherrschen müssen.

Das UNHCR empfiehlt, die besonderen Lebenssituationen sollen auch bei der möglichen Überprüfung des Vertrautseins mit den schweizerischen Lebensverhältnissen in Betracht gezogen werden.

Avis défavorable

Cantons :

Partis :

PDC, JUDC, UDC

Organisations/milieus intéressés :

Die JSVP fordert, Artikel 11 sei ersatzlos zu streichen. Die SVP fordert eine Erhöhung der nötigen Mindestaufenthalte, um von einer «engen Verbundenheit» zur Schweiz sprechen zu können.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZH

Partis :

EVP, FDP, GPS

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Unia, VKM

Art. 12 OLN

Art. 12 Compétence
(art. 13, al. 1, et 18, al. 2, LN)

¹ Le canton désigne l'autorité à laquelle la demande de naturalisation doit être adressée.

² Si le requérant déménage dans une autre commune ou un autre canton en cours de procédure, l'autorité désignée par le canton reste compétente, pour autant qu'elle ait terminé les vérifications nécessaires pour rendre un préavis conformément à l'art. 13, al. 2, LN.

Avis favorable

Cantons :

AG (mit Vorbehalt), AR (mit Vorbehalt), LU (mit Vorbehalt), SG (mit Vorbehalt), SH (mit Vorbehalt), SO

Partis :

GPS (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

EKM (mit Vorbehalt), SSV (mit Vorbehalt), SFH (mit Vorbehalt)

Der Kanton SO begrüsst die Bestimmung.

2 Kantone (AR, SG) und der SSV beantragen, der Begriff der «Zusicherung» sei zu präzisieren. Der Kanton AG beantragt, es sei an die Rechtskraft des Entscheids der als erstes zuständigen Behörde anzuknüpfen. Der Kanton SH ist der Ansicht, die Zuständigkeit solle nur erhalten bleiben, wenn der Kanton und allenfalls die Gemeinde, die Einbürgerung zugesichert haben. Der Kanton LU macht geltend, soweit im Laufe eines Einbürgerungsverfahrens der Wohnort und damit der Lebensmittelpunkt gewechselt werden, sei die Integration am Ort in Frage gestellt. Damit entsteht ein Widerspruch zur Regelung von Artikel 12 Absatz 2.

Die EKM (ebenso GPS, SFH) beantragt folgende Formulierungen: «(1) Das Gesuch ist bei der zuständigen Behörde des Kantons einzureichen. (3) Die kantonale Behörde informiert Interessierte über das Einbürgerungsverfahren. (a) Sie gibt insbesondere Auskunft über den Verfahrensablauf, die Unterlagen, die mit den Gesuchsformularen einzureichen sind, die formellen und materiellen Kriterien, welche die Gesuchstellenden erfüllen müssen und über die Gebühren. (b) Sie schaltet die Gesuchsformulare auf.»

Avis défavorable

Cantons :

NE, VD

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

NE conteste l'utilité de l'art. 12, dans la mesure où il reprend ce qui figure déjà aux art. 13 et 18 LN. Selon VD, l'al. 2 ne va pas dans le sens d'une simplification administrative, et il devrait être formulé de manière plus précise.

Pas de remarques

Cantons :

AI, BE, BL, BS, FR, GL, GE, GR, JU, NW, OW, SZ, TG, TI, UR, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 13 OLN

Art. 13 Décision cantonale de naturalisation
(art. 14, al. 1 et 2, LN)

¹ Avant d'octroyer la nationalité au requérant, l'autorité cantonale compétente consulte à nouveau le casier judiciaire informatisé VOSTRA.

² Elle réexamine également la question de la participation à la vie économique ou de l'acquisition d'une formation si la naturalisation ne peut avoir lieu dans les six mois suivant l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation.

³ Si la validité de l'autorisation fédérale de naturalisation échoit alors que le candidat à la naturalisation remplit encore les conditions de naturalisation, l'autorité cantonale compétente peut en demander une nouvelle au SEM.

Avis favorable

Cantons :

AG (avec réserve), FR (avec réserve), GE, SG (avec réserve), TI (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

CSP (mit Vorbehalt), SSV (mit Vorbehalt)

Der Kanton AG beantragt, Absatz 2 so umzuformulieren, dass nur die Sozialhilfeabhängigkeit erneut geprüft werden muss. Eine erneute Überprüfung sämtlicher Voraussetzungen sei unverhältnismässig.

FR propose de porter le délai de 6 à 12 mois.

GE se félicite de la consultation de VOSTRA et de l'harmonisation des délais prévus à l'al. 2. Der Kanton SG macht geltend, die Gemeinden im Kanton SG hätten keinen Zugriff auf VOSTRA. Er fragt sich, ob der Bund den Gemeinden den Zugriff auf VOSTRA ermöglichen wolle.

Il Cantone TI propone che, prima della naturalizzazione, si possano richiedere ulteriori accertamenti presso il servizio cantonale competente (autorità giudiziarie o di polizia) in merito a eventuali procedimenti penali pendenti (non ancora figuranti in VOSTRA).

Die CSP beantragt, Absatz 3 sei wie folgt anzupassen: «so muss die zuständige kantonale Behörde beim SEM.»

Der SSV fordert, die erste VOSTRA-Überprüfung solle explizit den Kantonen zufallen, um die Gemeinden von zusätzlichem Aufwand zu befreien.

Avis défavorable

Cantons :

JU

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

Selon JU, le contrôle prévu aboutira à une augmentation de la charge de travail.

Pas de remarques

Cantons :

AI, AR, BE, BL, BS, GL, GR, LU, NE, NW, OW, SH, SO, SZ, TG, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 14 OLN

Art. 14 Dépôt et examen des demandes en cas de séjour en Suisse
(art. 25, al. 2, 29, al. 2, 34, al. 2, et 51, al. 1 et 2, LN)

¹ Si le requérant vit en Suisse, il dépose sa demande de naturalisation facilitée ou de réintégration auprès du SEM.

² Le SEM vérifie si la demande est complète et charge l'autorité cantonale compétente d'effectuer les enquêtes nécessaires pour déterminer si le candidat remplit les conditions de la naturalisation.

³ Lorsqu'il a reçu le rapport d'enquête, le SEM peut, si nécessaire, charger l'autorité cantonale compétente d'effectuer des enquêtes supplémentaires ou mener lui-même des investigations complémentaires.

⁴ Le SEM désigne les documents à joindre au formulaire de demande.

Avis favorable

Cantons :

FR (avec réserve)

Partis :

GPS (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

Binational (mit Vorbehalt), EKM (mit Vorbehalt), Travail.Suisse (mit Vorbehalt), SFH (mit Vorbehalt)

Le canton de FR préconise le maintien de la procédure actuelle entre le canton et le SEM. Die EKM (ebenso Binational, GPS, SFH) beantragt einen zusätzlichen Absatz: «Das SEM informiert Interessierte über das Einbürgerungsverfahren. (a) Es gibt insbesondere Auskunft über den Verfahrensablauf, die Unterlagen, die mit den Gesuchsformularen einzureichen sind, die formellen und materiellen Kriterien, welche Gesuchstellende erfüllen müssen und über die Gebühren. (b) Es schaltet die Gesuchsformulare auf.»

Travail.Suisse ist der Ansicht, die Formulierung «bei Bedarf» lasse den Behörden zu viel Handlungsspielraum, und beantragt folgende Anpassung: «Das SEM benötigt eine hinreichende Begründung und informiert die Bewerberin und den Bewerber über die Gründe, weshalb weitere Erhebungen notwendig sind.»

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AI, AR, AG, BE, BL, BS, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Unia, UNHCR, VKM,

Art. 15 OLN

Art. 15 Dépôt et examen des demandes en cas de séjour à l'étranger
(art. 25, al. 2, 29, al. 2, et 51, al. 1 et 2, LN)

¹ Si le requérant vit à l'étranger, il dépose sa demande de naturalisation facilitée ou de réintégration auprès de la représentation suisse à l'étranger.

² La représentation suisse vérifie si la demande est complète. Elle convoque le requérant à un entretien personnel et effectue les enquêtes nécessaires pour déterminer si le candidat remplit les conditions de la naturalisation.

³ La représentation suisse transmet la demande de naturalisation et le rapport d'enquête au SEM.

⁴ Lorsqu'il a reçu la demande, le SEM peut, si nécessaire, charger la représentation suisse d'effectuer des enquêtes supplémentaires.

⁵ Le SEM désigne les documents à joindre au formulaire de demande.

Avis favorable

Cantons :

Partis :

GPS (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

EKM (mit Vorbehalt), SFH (mit Vorbehalt), Travail.Suisse (mit Vorbehalt)

Die EKM (ebenso GPS, SFH) beantragt folgende Formulierung: «Die Schweizer Vertretung prüft das Gesuch auf seine Vollständigkeit hin. Sie führt mit der Bewerberin oder dem Bewerber ein persönliches Gespräch und nimmt die zur Beurteilung der Einbürgerungsvoraussetzungen notwendigen Erhebungen vor.» Die EKM beantragt einen zusätzlichen Absatz: «Das SEM informiert über das erleichterte Einbürgerungsverfahren aus dem Ausland wie folgt: (a) Es gibt insbesondere Auskunft über den Verfahrensablauf, die Unterlagen, die mit den Gesuchsformularen einzureichen sind, die formellen und materiellen Kriterien, welche Gesuchstellende erfüllen müssen und über die Gebühren. (b) Es schaltet die Gesuchsformulare auf.»

Travail.Suisse ist der Ansicht, die Formulierung «bei Bedarf» lasse den Behörden zu viel Handlungsspielraum und beantragt folgende Anpassung: «Das SEM benötigt eine hinreichende Begründung und informiert die Bewerberin und den Bewerber über die Gründe, weshalb weitere Erhebungen notwendig sind.»

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

PDC, EVP, PLR, JUDC, UDC

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Sans-Papiers, Unia, UNHCR, VKM

Art. 16 OLN

Art. 16 Séjour
(art. 33, al. 2, LN)

Lorsque le requérant séjourne à l'étranger pour une durée maximale d'un an sur ordre de son employeur ou à des fins de formation ou de perfectionnement, il est considéré avoir quitté la Suisse pour une courte durée avec l'intention d'y revenir.

Avis favorable

Cantons :

GE (avec réserve), TI (avec réserve), VD (avec réserve)

Partis :

GPS (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

SGB (mit Vorbehalt), EKM (mit Vorbehalt), SFH (mit Vorbehalt),

Le canton de GE souligne que l'ordonnance d'exécution ne correspond pas à la loi sur la nationalité. Il Cantone TI fa notare che l'articolo 16 (durata massima di un anno) contrasta con l'articolo 33 capoverso 3 LCit (durante più di sei mesi). Le canton de VD approuve la disposition et demande que des précisions soient apportées soit au niveau de l'ordonnance, soit à celui des directives.

Die EKM (ebenso GPS, SGB, SFH) beantragt, die Frist sei auf vier Jahre auszudehnen.

Avis défavorable

Cantons :

GR

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

Der Kanton GR macht geltend, es gehe aus Artikel 16 nicht klar hervor, ob die Bestimmung auch für die Berechnung der kantonalen und kommunalen Wohnsitz- bzw. Aufenthaltsfristen anzuwenden sei. Hiervon sei seines Erachtens nicht auszugehen.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, UR, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 17 OLN

Art. 17 Enquêtes relatives à une naturalisation ordinaire
(art. 34, al. 3, LN)

¹ L'autorité cantonale compétente rédige le rapport d'enquête. Celui-ci comprend l'identité (nom, prénom, date de naissance, état civil, nationalité) du requérant et des informations actuelles sur le respect des conditions de naturalisation, notamment :

- a. le type d'autorisation relevant du droit des étrangers (art. 9, al. 1, let. a, LN) ;
- b. la durée du séjour en Suisse (art. 9, al. 1, let. b, et al. 2, LN) ;
- c. le respect de la sécurité et de l'ordre publics (art. 4) ;
- d. le respect des valeurs de la Constitution (art. 5) ;
- e. les compétences linguistiques (art. 6) ;
- f. la participation à la vie économique ou l'acquisition d'une formation (art. 7) ;
- g. l'encouragement et le soutien de l'intégration des membres de la famille (art. 8).

² Le rapport d'enquête renseigne sur le degré de familiarisation avec les conditions de vie en Suisse (art. 2).

³ Lorsque le requérant ne peut pas remplir les critères d'intégration visés aux art. 6 et 7 ou qu'il les remplit difficilement, du fait d'une maladie, d'un handicap ou pour d'autres raisons personnelles majeures (art. 9), il en est fait mention dans le rapport d'enquête.

⁴ Lorsque des conjoints déposent une demande de naturalisation ensemble ou que la demande de naturalisation comprend des enfants mineurs, le rapport d'enquête fournit des renseignements sur chacun des requérants.

Avis favorable

Cantons :

BE (avec réserve), BS (avec réserve), FR (avec réserve), TI (avec réserve), VS (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

SSV (mit Vorbehalt), VKM (mit Vorbehalt)

Le canton de BE (de même que l'ASM) pense que les rapports d'enquête seront bien plus volumineux qu'ils ne le sont aujourd'hui. Il souligne que les autorités ne pourront faire autrement que de relever le montant des émoluments, ce qui renchérra nettement les naturalisations ordinaires.

Der Kanton BS beantragt, sofern die Erleichterungen gemäss Artikel 9 auf das Kriterium «Vertrautsein mit den schweizerischen Lebensverhältnissen» ausgedehnt werden, sei die Bestimmung zu ergänzen.

Le canton de FR relève qu'il existe actuellement de grandes disparités dans le contenu des rapports d'enquête, et qu'une uniformisation pourrait avoir lieu sous l'égide de la Confédération.

Il Cantone TI chiede che il capoverso 3 sia completato mediante un rimando all'articolo 2 capoverso 2.

VS propose de remplacer la formulation « l'autorité cantonale compétente » par « l'autorité désignée par le canton ».

Der SSV beantragt, der Erhebungsbericht soll neben Strafurteilen oder hängigen Strafverfahren auch Hinweise zu polizeilichen Vorkommnissen generell oder zu allfälligen Jugendstraftaten enthalten.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BL, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, UR, VD, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, Integration Handicap, FER, HEKS, humanrights, Pink Cross, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SVBK, Sans-Papiers, Travail.Suisse, Unia, UNHCR

Art. 18 OLN

Art. 18 Enquêtes relatives à une naturalisation facilitée ou à une réintégration en cas de séjour en Suisse
(art. 34, al. 3, LN)

¹ L'autorité cantonale compétente rédige un rapport d'enquête comme pour une naturalisation ordinaire (art. 17).

² Le rapport d'enquête renseigne également sur les autres conditions spécifiques requises pour évaluer une demande de naturalisation facilitée ou de réintégration selon les art. 21 à 24, 27 et 51 LN.

Avis favorable

Cantons :

BE (avec réserve), FR (avec réserve), JU (avec réserve), LU (avec réserve), VS (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

Binational (mit Vorbehalt), VKM (mit Vorbehalt)

3 cantons (BE, JU, LU) et l'ASM soulignent que la charge de travail des cantons et des communes augmentera pour les naturalisations facilitées. BE (et l'ASM) estiment que les cantons auront besoin de ressources personnelles et financières supplémentaires importantes.

Le canton de FR relève qu'il existe actuellement de grandes disparités dans le contenu des rapports d'enquête, et qu'une uniformisation pourrait avoir lieu sous l'égide de la Confédération.

VS propose de remplacer la formulation « l'autorité cantonale compétente » par « l'autorité désignée par le canton ».

Binational beantragt, die Formulierung «wie bei einer ordentlichen Einbürgerung» sei zu streichen und müsse einen eigenen Katalog erhalten.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BL, BS, GE, GL, GR, NE, NW, SG, OW, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR

Art. 19 OLN

Art. 19 Enquêtes relatives à une naturalisation facilitée ou à une réintégration en cas de séjour à l'étranger (art. 34, al. 3, LN)

¹ La représentation suisse rédige le rapport d'enquête. Celui-ci comprend l'identité (nom, prénom, date de naissance, état civil, nationalité) du requérant et des informations actuelles sur le respect des conditions de naturalisation ci-après, applicables par analogie :

- a. respect de la sécurité et de l'ordre publics (art. 4) ;
- b. respect des valeurs de la Constitution (art. 5) ;
- c. participation à la vie économique ou acquisition d'une formation (art. 7) ;
- d. encouragement et soutien de l'intégration des membres de la famille (art. 8).

² Le rapport d'enquête renseigne également sur les liens étroits du requérant avec la Suisse (art. 11) et sur les autres conditions spécifiques requises pour évaluer une demande de naturalisation facilitée ou de réintégration selon les art. 21, al. 2, 27 et 51 LN.

³ Lorsque le requérant ne peut pas remplir les critères visés aux art. 7 et 11 ou qu'il les remplit difficilement, du fait d'une maladie, d'un handicap ou pour d'autres raisons personnelles majeures, il en est fait mention dans le rapport d'enquête.

⁴ Lorsque la demande de naturalisation comprend des enfants mineurs, le rapport d'enquête fournit des renseignements sur chacun des requérants.

Avis favorable

Cantons :

FR (avec réserve)

Partis :

GPS (mit Vorbehalt)

Organisations/milieus intéressés :

ASO (mit Vorbehalt), Binational (mit Vorbehalt), EKM (mit Vorbehalt)

Le canton de FR relève qu'il existe actuellement de grandes disparités dans le contenu des rapports d'enquête, et qu'une uniformisation pourrait avoir lieu sous l'égide de la Confédération.

Die ASO ist der Ansicht, bei der Beurteilung des Kriteriums der «Teilnahme am Wirtschaftsleben» oder «am Erwerb von Bildung» sei die Situation des Wohnsitzlandes zu berücksichtigen. Den Schweizer Vertretungen im Ausland sollte ein Handlungsspielraum bei der Beurteilung dieses Kriteriums gelassen werden.

Binational ist der Ansicht, dass Buchstabe a, b und c leicht bizarr wirken.

Die EKM (ebenso GPS) beantragt folgende Anpassung: «(1) Die Schweizer Vertretung erstellt den Erhebungsbericht. Dieser enthält die Personalien (Name, Vorname, Geburtsdatum, Zivilstand, Staatsangehörigkeit) der Bewerberin oder des Bewerbers. (2) Der Erhebungsbericht gibt zudem Auskunft über die enge Verbundenheit der Bewerberin oder des Bewerbers mit der Schweiz (Art. 11).»

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

AvenirSocial, camarada, CSP, cerebral, CP, C9FBA, DVLS, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SRK, SKOS, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 20 OLN

Art. 20 Enquêtes relatives à une annulation
(art. 34, al. 3, LN)

¹ Si le SEM engage une procédure d'annulation contre une naturalisation facilitée ou une réintégration, il peut charger l'autorité cantonale compétente ou la représentation suisse d'effectuer les enquêtes requises.

² En cas de procédure d'annulation contre une naturalisation facilitée acquise ensuite d'une union avec un citoyen suisse (art. 21 LN), le SEM peut charger l'autorité cantonale compétente ou la représentation suisse d'interroger le conjoint de l'intéressé. Il peut, au besoin, prévoir l'audition d'autres personnes.

³ Lors de l'audition, l'autorité cantonale compétente ou la représentation suisse se base sur un questionnaire élaboré par le SEM.

⁴ Elle rédige un procès-verbal d'audition qu'elle transmet au SEM.

Avis favorable

Cantons :

AG (avec réserve), FR (avec réserve), TG (avec réserve), ZG (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

Travail.Suisse (mit Vorbehalt)

Der Kanton AG ist der Ansicht, es fehle eine Regelung für Nichtigkeitsverfahren gegen eine ordentliche Einbürgerung.

Le canton de FR relève qu'il existe actuellement de grandes disparités dans le contenu des rapports d'enquête, et qu'une uniformisation pourrait avoir lieu sous l'égide de la Confédération.

Der Kanton TG ist der Ansicht, dass die Koordination dieser Bestimmung mit Artikel 34 Absatz 2 BÜG nicht ganz gelungen sei. Im Bürgerrechtsgesetz sei die Mitwirkung der kantonalen Einbürgerungsbehörde als Auftrag formuliert. Im Entwurf werde dieser Auftrag indessen relativiert, indem festgehalten ist, dass der Bund bzw. das SEM die kantonale Behörde mit den erforderlichen Erhebungen lediglich beauftragen kann. Zudem werden neu auf einmal auch die Schweizer Vertretungen «ins Spiel gebracht».

Der Kanton ZG beantragt, die Bestimmung sei mit einem Melderecht für die Nichtigerklärung von Einbürgerungen zu ergänzen.

Travail.Suisse beantragt, bei einer Nichtigerklärung nach der erleichterten Einbürgerung sei automatisch die Erteilung einer Niederlassungsbewilligung oder Aufenthaltsbewilligung zu prüfen.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AI, AR, BE, BL, BS, LU, NE, GE, GL, GR, JU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TI, UR, VD, VS, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Unia, UNHCR, VKM

Art. 21 OLN

Art. 21

Le requérant est tenu de collaborer à la constatation des faits déterminants pour l'application de la LN. Il doit en particulier :

- a. fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour la naturalisation ;
- b. informer immédiatement l'autorité compétente de tout changement dans sa situation dont il doit savoir qu'il s'opposerait à une naturalisation ;
- c. fournir, en cas de procédure d'annulation, des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour la naturalisation.

Avis favorable

Cantons :

GE (avec réserve), GL (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

Le canton de GE suggère que l'ordonnance oblige le requérant à « fournir sans retard les moyens de preuves nécessaires ou s'efforcer de se les procurer dans un délai raisonnable ». Der Kanton GL beantragt, es sei eine rechtliche Verpflichtung zur Erbringung eines Nachweises für Abweichung von den Integrationskriterien aufzunehmen.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, LU, NE, GR, JU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 22 OLN

Art.22

Délai pour la réalisation d'enquêtes
(art. 25, al. 2, 29, al. 2 et 34, al. 3, LN)

Si l'autorité cantonale de naturalisation ou la représentation suisse à l'étranger est chargée d'effectuer des enquêtes pour déterminer si le candidat remplit les conditions de la naturalisation, elle remet, en règle générale, son rapport d'enquête au SEM dans les six mois.

Avis favorable

Cantons :

FR, GE, LU (avec réserve), NE (avec réserve), TI (avec réserve), VD (avec réserve), VS (avec réserve), ZH (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

SGV (mit Vorbehalt), SSV (mit Vorbehalt)

FR et GE saluent la disposition.

3 Cantoni (TI, VS, ZH), l'ACS e l'UCS osservano che il termine d'ordine di sei mesi indicato per la restituzione del rapporto d'indagine, non potrà essere sempre rispettato. Der Kanton LU macht geltend, die Einhaltung der sechs Monate sei davon abhängig, in welcher Form und in welchem Umfang die Berichte in Zukunft verfasst werden müssen. Le canton de VD relève que le délai de 6 mois risque de préteriter les dossiers de naturalisations ordinaires par rapport aux naturalisations facilitées.

NE s'interroge sur la nécessité de fixer un délai pour les enquêtes.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, GL, GR, JU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, UR, ZG,

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV/USAM, SKOS, SRK, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 23 OLN

Art. 23 Délais de traitement pour le SEM

¹ Le SEM statue sur l'octroi d'une autorisation fédérale de naturalisation en règle générale dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier de la demande complet.

² Il statue sur une naturalisation facilitée ou une réintégration, en règle générale, dans un délai de six mois à compter de la réception du rapport d'enquête de l'autorité cantonale compétente ou de la représentation suisse à l'étranger.

Avis favorable

Cantons :

FR, GE

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

FR et GE saluent la disposition.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 24 OLN

Art. 24 Applicabilité de l'ordonnance générale sur les émoluments

Les dispositions de l'ordonnance générale du 8 septembre 2004 sur les émoluments³ sont applicables, pour autant que la présente ordonnance ne prévoit pas de réglementation particulière.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 25 OLN

Art. 25 Emoluments perçus (art. 35, al. 1 et 2, LN)

¹ Le SEM perçoit les émoluments suivants :

	Francs
a. pour l'octroi d'une autorisation fédérale de naturalisation aux :	
1. personnes qui sont majeures au moment du dépôt de la demande	100
2. conjoints qui déposent une demande ensemble	150
3. personnes qui sont mineures au moment du dépôt de la demande	50
b. pour l'octroi de la naturalisation facilitée selon l'art. 21 LN	500
c. pour l'octroi d'autres types de naturalisation facilitée ainsi que de la réintégration aux personnes qui sont :	
1. majeures au moment du dépôt de la demande	500
2. mineures au moment du dépôt de la demande	250
d. pour le refus d'octroyer une autorisation fédérale de naturalisation	300
e. pour le prononcé d'une décision d'annulation d'une naturalisation	500
f. pour la remise d'une attestation relative à la nationalité suisse	60

² Le SEM ne perçoit aucun émolument pour les enfants mineurs qui sont compris dans la naturalisation de l'un de leurs parents.

³ Outre les émoluments prévus à l'al. 1, let. b et c, le SEM perçoit les émoluments suivants en faveur de l'autorité cantonale compétente pour les prestations qu'elle fournit :

	Francs
a. pour l'établissement du rapport d'enquête par le canton de domicile, suivant l'ampleur du travail	au plus 350
b. pour la vérification des faits d'état civil des personnes domiciliées à l'étranger	100

Avis favorable

Cantons :

AG (avec réserve), BE (avec réserve), GE, GR (avec réserve), JU (avec réserve), SG (avec réserve), VS (avec réserve), ZG (avec réserve)

Partis :

EVP

Organisations/milieux intéressés :

CP, SSV, VKM

Remarques générales

Le canton de GE, le CP et le PEV approuvent la disposition.

3 Kantone (BE, GR, SG) und die VKM beantragen, dass die Gebühr für die kantonalen Erhebungen im Verfahren auf Nichtigerklärung zu ergänzen sei. Der Kanton Bern erachtet eine Gebühr von 450 Franken bis 600 Franken als angebracht.

BE ne voit pas quelle charge supplémentaire de la Confédération justifierait que l'émolument passe d'une somme comprise entre 50 et 150 francs (pour les naturalisations ordinaires) à 500 francs (pour les naturalisations facilitées et les réintégrations).

VS suggère d'ajouter une nouvelle let. c à l'al. 3 : « pour l'examen des pièces étrangères par demi-heure 75 fr. ».

Al. 3, let. a

Der Kanton AG geht davon aus, dass sich die Gebühr wie bis anhin nur auf die Erhebungsberichte für eine erleichterte Einbürgerung gemäss Artikel 18 bezieht und nicht auch auf die Erhebungsberichte für eine ordentliche Einbürgerungen gemäss Artikel 17.

2 cantons (BE, JU) et l'UVS estiment que l'émolument prévu de 350 fr. au maximum ne couvrira pas les frais liés aux nouvelles vérifications à mener. BE trouve qu'un montant de 450 à 600 fr. serait approprié. Der Kanton GR (ebenso VKM) beantragt eine Erhöhung der Gebühr auf 500 Franken.

VS propose de préciser « pour l'établissement de chaque rapport d'enquête par le canton de domicile, suivant l'ampleur du travail ».

Al. 3, let. b

Der Kanton ZG beantragt, Absatz 3 Buchstabe b sei ersatzlos zu streichen. 2 Kantone (BE, SG) beantragen, die Gebühr sei zu erhöhen. Selon le canton de BE, l'expérience montre que les dépenses vont de 75 à 1 000 fr.

Avis défavorable

Cantons :

Partis :

Organisations/milieux intéressés :

AvenirSocial, Binational, CSP, FER, SFH, Travail.Suisse, UNHCR

AvenirSocial und die SFH beantragen, dass auf die Erhöhung der Gebühren verzichtet werden solle.

Binational ist der Ansicht, Gebühren sollen und können wohl nie kostendeckend sein, da es sich um ein sensibles rechtsstaatliches Verfahren handle. Gebühren à *fonds perdu* seien kontraproduktiv.

Die CSP ist der Ansicht, dass es bedauerlich sei, wenn Finanzprobleme die Einbürgerung von Kindern verhindern würde (Absatz 1 Buchstabe c).

Die FER führt aus, die Erhöhung der Gebühren könnte Personen mit begrenzten finanziellen Mitteln von einem Einbürgerungsverfahren abhalten.

Travail.Suisse ist der Ansicht, die Gebühr für den Erhebungsbericht sei nach dem tatsächlichen Aufwand zu berechnen.

Das UNHCR fordert, entsprechend den völkerrechtlichen Vorgaben seien die Gebühren für Flüchtlinge und Staatenlose soweit wie möglich herabzusetzen.

Pas de remarques

Cantons :

AI, AR, BL, BS, FR, GL, LU, NE, NW, OW, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, ZH

Partis :

CVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, camarada, cerebral, C9FBA, DLSV, EKM, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SVBK, Unia

Art. 26 OLN

Art. 26 Emoluments des représentations suisses à l'étranger

Pour leurs prestations en lien avec les naturalisations, les représentations suisses à l'étranger perçoivent les émoluments selon l'ordonnance du 28 janvier 2004 sur les émoluments à percevoir par les représentations diplomatiques et consulaires suisses.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Art. 27 OLN

Art. 27 Encaissement
(art. 35, al. 3, LN)

¹ Les émoluments peuvent être perçus de manière anticipée, contre remboursement ou au moyen d'une facture.

² Le SEM perçoit à l'avance :

- a. les émoluments pour l'octroi de l'autorisation fédérale de naturalisation,
- b. les émoluments pour l'octroi de la naturalisation et
- c. les émoluments en faveur de l'autorité cantonale compétente.

³ Le SEM fixe un délai approprié en vue du paiement anticipé des émoluments prévu à l'al. 2. Il n'entre pas en matière sur une demande de naturalisation si le paiement n'est pas effectué dans les délais prescrits.

⁴ A l'étranger, les émoluments sont payables dans la monnaie locale. Dans les pays dont la devise n'est pas convertible, la représentation suisse peut percevoir les émoluments dans une autre monnaie après consultation du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

⁵ Les cours de change au titre de l'al. 4 sont fixés par les représentations diplomatiques ou consulaires de la Suisse selon les instructions du DFAE.

Avis favorable

Cantons :

BE (avec réserve), ASM (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

Le canton de BE (de même que l'ASM) estime que la procédure concrète n'est pas clairement réglée (al. 3).

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieus intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR

Art. 28 OLN

Art. 28 Augmentation ou réduction des émoluments

¹ Les émoluments prévus à l'art. 25, al. 1 et 3, peuvent être augmentés, jusqu'au double, lorsque le traitement de la demande entraîne un surcroît de travail. Ils peuvent, en revanche, être réduits, au plus de moitié, lorsque le volume de travail se situe en dessous de la moyenne.

² Si des émoluments ont été perçus à l'avance (art. 27, al. 2) et que ces émoluments subissent une augmentation ou une réduction, le SEM facture ou rembourse la différence au requérant.

Avis favorable

Cantons :

BE (avec réserve)

Partis :

Organisations/milieus intéressés :

Travail.Suisse (mit Vorbehalt), VKM (mit Vorbehalt)

Le canton de BE (de même que l'ASM) estime que le texte de l'ordonnance ne fait pas apparaître clairement si l'augmentation et la réduction des émoluments sont possibles non seulement pour la Confédération mais aussi pour les cantons (al. 1). Travail.Suisse ist der Ansicht, die Reduzierung der Gebühren sei zu wenig klar geregelt.

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieux intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Unia, UNHCR

Art. 29 OLN

Art. 29	Encaissement en cas de libération de la nationalité suisse (art. 40 LN)
----------------	--

Si l'autorité cantonale compétente prélève un émolument pour l'examen d'une demande de libération, elle est responsable de l'encaissement.	
--	--

Pas d'avis défavorables.

Pas de remarques

Cantons :

AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

CVP, EVP, FDP, GPS, JSVP, SVP

Organisations/milieux intéressés :

ASO, AvenirSocial, Binational, camarada, cerebral, CSP, CP, C9FBA, DVLS, EKM, FER, HEKS, humanrights, Integration Handicap, Pink Cross, Sans-Papiers, SFH, SGB, SGV, SGV/USAM, SKOS, SRK, SSV, SVBK, Travail.Suisse, Unia, UNHCR, VKM

Les dispositions finales (art. 30 et 31 OLN) n'ont donné lieu à aucun commentaire.

* * *